

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES DISCUSSIONS

SUR LES

CRISES DE SURPRODUCTION

DANS LES

PREMIÈRES ANNÉES DU XIX^e SIÈCLE

(Malthus, Sismondi, J.-B. Say, Ricardo, Dunoyer, etc.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 15 janvier 1912 à 3 heures

PAR

Hippolyte LAMPÉRIÈRE

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants :

}	MM. THALLER, professeur.
	GIDE, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROLE et L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES DISCUSSIONS

SUR LES

CRISES DE SURPRODUCTION

DANS LES

PREMIÈRES ANNÉES DU XIX^e SIÈCLE

(Malthus, Sismondi, J.-B. Say, Ricardo, Dunoyer, etc.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 15 janvier 1912 à 3 heures

PAR

Hippolyte LAMPÉRIÈRE

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants :

{	MM. THALLER, professeur.
	GIDE, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROLE et L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — L'œuvre économique de Simonde de Sismondi. Paris, Pédone, 1909.
- La réalité des surproductions générales. Paris, Larose et Tenin, 1909.
 - La théorie de l'épargne en matière de crises périodiques de surproduction générale et sa critique (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*). Deschamps et Dubois. Paris, Geuthner, 1909.
- BAUDRILLART J.-B. — SAY. — Économie politique. Paris, Guillaumin (sans date).
- CAUWÈS (Paul). — Cours d'économie politique, t. 2. Paris, Larose et Forcel, 1893.
- CHEVALIER (Michel). — Cours d'économie politique, 3 vol. Paris, Capelle, 1855.
- COLSON. — Cours d'économie politique, t. 1 et 2. Paris, Gauthier-Villars, 1903.
- COSSA. — Histoire des doctrines économiques. Paris, Giard, 1899.
- DESTUTT DE TRACY. — Traité d'économie politique. Paris, Bouguet et Lévy, 1823.
- DUNOYER (Charles). — De la liberté du travail ou simple exposé des conditions dans lesquelles les forces humaines s'exercent avec le plus de puissance. 3 vol. Paris, Guillaumin, 1845.

- DUNOYER (Charles). — Notices d'économie sociale. Paris, Guillaumin, 1870.
- DU PUYNODE. — Étude sur les principaux économistes. Paris, Guillaumin, 1848.
- GARNIER (Joseph). — Traité d'économie politique, 7^e édition. Paris, Garnier, 1873.
- GIDE (Ch.). — Cours d'économie politique. Paris, Larose et Tenin, 1909.
- GIDE ET RIST. — Histoire des doctrines économiques. Paris, Larose et Tenin, 1909.
- ISSAÏEW. — Les principales causes des crises économiques (*Revue d'économie politique*). Paris, Larose, 1893.
- JUGLAR (Clément). — Des crises économiques et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis. Paris, Guillaumin, 1889.
- Des crises commerciales et monétaires de 1800 à 1857 (*Journal des économistes*, 2^e série, 4^e année, t. 14). Paris, Guillaumin, 1857.
- LESCURE (Jean). — Les crises générales et périodiques de surproduction, 2^e éd. Paris, Larose et Tenin, 1910.
- MAC CULLOCH. — Principes d'économie politique, trad. Augustin Planche, 2 vol. Paris, Guillaumin, 1863.
- MALTHUS. — Principes d'économie politique, trad. Montjean. Paris, Guillaumin, 1846.
- RAMBAUD. — Histoire des doctrines économiques. Paris, Larose et Tenin, 1899.
- RICARDO. — Œuvres complètes, trad. Constancio et Fonteyraud. Paris, Guillaumin, 1847.
- ROSSI. — Cours d'économie politique, 3 vol., 4^e édit. Paris, Guillaumin, 1865.
- SAY (J.-B.). — Traité d'économie politique, 2 vol., 3^e édit. Paris, Deterville, 1817.
- Cours complet d'économie politique, 3 vol., 2^e éd. Paris, Guillaumin, 1840.
- Œuvres diverses. Paris, Guillaumin, 1848.

- SCHMOLLER. — Les phases typiques des crises économiques et leur histoire (*Revue économique internationale*, mars, 1904). Bruxelles, Goemaere, 1904.
- SENIOR. — Principes fondamentaux de l'économie politique, trad. Arrivabene. Paris, Aillaud, 1836.
- SIMONDE DE SISMONDI. — Nouveaux principes d'économie politique, 2 vol., 2^e éd. Paris, Delannoy, 1827.
- SMITH (Adam). — Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, trad. Germain Garnier. Paris, Guillaumin, 1843.
- STUART MILL (John). — Principes d'économie politique, trad. Dussard et Courcelle-Seneuil, 2 vol., 3^e éd. Paris, Guillaumin, 1873.
- VILLEY (Edmond). — L'œuvre économique de Charles Dunoyer. Paris, Larose et Tenin, 1899.

LES DISCUSSIONS
SUR LES
CRISES DE SURPRODUCTION
DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX^e SIÈCLE

INTRODUCTION

Définition et aperçu d'une crise de surproduction

La crise générale de surproduction, qu'il importe tout d'abord de distinguer des crises de change, des crises agricoles ou vinicoles, de telle industrie ou de tel commerce en particulier, est un phénomène économique d'observation particulièrement complexe et délicate.

De nombreuses et savantes études contemporaines ont permis d'en fixer d'une façon assez nette et précise les caractères et l'évolution. Mais, c'est seulement ces temps derniers que l'on est arrivé à avoir en mains suffisamment d'observations scientifiques

et de documents de statistique pour en établir une théorie satisfaisante.

C'est qu'en effet ces crises sont indiscutablement le résultat d'un état économique complexe caractérisé notamment par la liberté du travail et la grande industrie. Les pays peu avancés en civilisation, qui ont conservé l'économie naturelle et dont les communications sont rares, ne sont pas attaqués par de pareilles crises. C'est ainsi qu'elles étaient impossibles dans l'état de barbarie où chaque homme ne travaillait que pour lui-même, dans le système de l'esclavage où la demande précédait encore le travail, dans le système féodal où l'industrie était réduite à sa plus simple expression, et dans le système corporatif, à l'époque où le marché très restreint, ne comprenant qu'une ville de population minime et quelques villages environnants, était parfaitement connu des commerçants et industriels. Au contraire, depuis l'ère de la grande industrie et du commerce international, c'est-à-dire depuis la fin du XVIII^e siècle, les crises apparaissent fréquentes, périodiques, internationales et particulièrement grosses de conséquences économiques et sociales.

Elles se présentent, chaque décade environ, dans des conditions à peu près identiques. Elles consistent essentiellement dans un engorgement de la circulation provoqué par les abus du crédit et de la spéculation, qui sont la conséquence habituelle de plusieurs an-

nées de prospérité industrielle ou agricole engendrant un optimisme général et excessif.

Ces moments de prospérité peuvent tenir à des causes différentes : succession de bonnes récoltes, inventions nouvelles, guerres heureuses, débouchés nouveaux ; mais bien souvent ils n'ont d'autre cause que la reprise normale des affaires après quelques années de dépression pendant lesquelles les réserves des particuliers se sont accumulées. Alors les capitaux trouvent une occasion de s'employer utilement dans la fondation d'établissements de toutes sortes, dans la mise en œuvre de découvertes industrielles, ou simplement pour faire face à la demande de produits, amenée par l'aisance qui suit de bonnes récoltes. L'esprit d'entreprise se réveille et suscite la création d'usines et de maisons de commerce. Cette création amène une hausse des prix, car elle nécessite une demande importante de matériaux et de main-d'œuvre. La hausse appelle la hausse, car, dès que les prix commencent à monter, les industriels s'approvisionnent de matières premières et les négociants de marchandises dans la crainte de payer plus cher en tardant trop. Les profits s'élèvent, et, conséquence directe, les valeurs industrielles montent à la Bourse. La spéculation intervient alors pour bénéficier des écarts probables des titres. Les gains qui en proviennent, la majoration des cours qui grossit le chiffre des bilans et des fortunes incitent, tant les industriels

aux dépenses de luxe, que les ouvriers à de plus grandes consommations d'objets de nécessité et de denrées. Par toutes ces raisons la hausse va s'accroissant démesurément.

L'état social se ressent également de cet essor économique : les mariages et les naissances sont plus nombreux ; les décès diminuent, la criminalité aussi.

Mais bientôt les capitaux circulants viennent à manquer, absorbés par des immobilisations nombreuses et des consommations accrues, au moment où l'inflation des affaires les rend particulièrement nécessaires. Ils sont remplacés par de larges appels au crédit : les portefeuilles des banques augmentent considérablement, pendant que les reports en Bourse absorbent les dernières disponibilités. La hausse des prix arrête l'exportation et favorise l'importation qui vient drainer le restant du numéraire.

Le moment devient critique. Les nouveaux établissements créés, parfois avec légèreté, parfois même avec des visées de fraude, ne peuvent tenir longtemps. Les banques créancières ont de grands dépôts d'actions qu'elles ne peuvent plus placer. Les entrepôts des fabriques sont remplis de marchandises. Les cours et les prix ne parviennent plus à hausser et ne peuvent être maintenus qu'au prix d'artifices. Qu'à ce moment une suspension de paiements, une exécution à la Bourse, sans importance en temps normal, survienne, et plusieurs maisons, dont les résér-

ves sont engagées, se trouvent en fâcheuse posture. Les traites reviennent impayées et les banques augmentent leur escompte. Alors la confiance disparaît et fait place à la panique. La hausse s'arrête. Des maisons très solides deviennent insolvables, des faillites se multiplient. La liquidation s'accroît bientôt et les cours s'effondrent. La crise à proprement parler est ouverte. Cette succession de pertes abat toute hardiesse et tout esprit d'entreprise. Un engorgement général arrête la circulation des marchandises, des titres et du numéraire, qui, après avoir été désordonnée, devient presque impossible.

Alors s'ouvre la troisième phase : celle de la liquidation de la crise. Une épuration se fait : les entreprises imprudemment gérées sont obligées de se liquider, les spéculateurs qui ont acheté au delà de leurs moyens doivent vendre à tout prix et les personnes sages, qui ont constitué des réserves, en trouvent un emploi fructueux. La diminution des bénéfices oblige les industriels à se passer de fonds d'emprunt et le portefeuille des banques vient à tomber. Les valeurs industrielles baissent tandis que les valeurs à revenu fixe retrouvent la faveur du public. L'épargne reprend la place de la spéculation.

Il se produit ensuite une période de prudence et de recueillement pendant laquelle les capitaux s'accumulent, la confiance se rétablit.

Puis, après quelques années, l'esprit d'entreprise

se réveillera à nouveau, une ère nouvelle de prospérité se fera jour et le cycle recommencera.

Mais cette évolution des crises, dégagée de l'amas confus des phénomènes économiques par les études contemporaines, était loin d'être aussi apparente aux premiers économistes : Une seule chose avait pu les frapper : l'engorgement de la circulation et ses conséquences immédiates : les faillites des banques et des maisons de commerce, l'effondrement des cours, le chômage et la misère des ouvriers. Néanmoins, forts de cette constatation, essayèrent-ils d'expliquer le phénomène qui se déroulait dans le temps et dont le dénouement seul leur apparaissait. Deux théories se firent bientôt jour : celle de J.-B. Say qui niait les surproductions générales et celle de Malthus et de Sismondi qui admettaient les surproductions générales tout en différant d'opinion sur leurs causes, leurs caractères et leurs remèdes. De vives discussions intervinrent entre ces économistes à ce propos, non seulement dans leurs ouvrages, mais encore dans les correspondances qu'ils échangeaient.

Leurs contemporains et leurs successeurs immédiats se passionnèrent également à ce problème et intervinrent pour appuyer l'argumentation soit du premier, soit des seconds. Successivement prirent la parole dans ce débat : Ricardo, Destutt de Tracy, Mac Culloch, Senior, Rossi, Dunoyer, Stuart Mill et Michel Chevalier.

Néanmoins, malgré les contributions apportées à l'étude de cette question, une des plus importantes de l'économie politique, par ces économistes distingués, leurs conclusions demeurèrent imprécises et vagues, faute d'observations expérimentales suffisantes. Aussi, c'est en ces termes que l'un des derniers d'entre eux, Stuart Mill, concluait : « Je suis loin de
« croire que sur une matière si nouvelle, si difficile
« et qui n'a commencé à être bien comprise que par
« les débats de ces dernières années, l'expérience et
« la discussion n'aient plus rien à découvrir. Je suis
« convaincu qu'il en sortira des lumières nouvelles
« lorsque la connaissance des faits et des principes
« nécessaires pour éclairer la question sera répandue
« chez un plus grand nombre de personnes ».

A l'heure actuelle, en présence des travaux de Stanley Jevons, de Juglar, d'Aftalion, de Lescure et autres sur les crises de surproduction, une incursion dans l'histoire des doctrines économiques, pour rechercher la pensée de leurs illustres prédécesseurs, ces premiers théoriciens des crises, présente cet intérêt de permettre de mesurer le progrès accompli et aussi de rendre un juste hommage à leurs recherches de novateurs, à la hardiesse de leurs conclusions, à leurs découvertes de génie, à la sincérité et à la loyauté de leurs discussions.

CHAPITRE PREMIER

Les crises de 1800 à 1830

L'apparition des crises se trouve presque contemporaine de la naissance de l'économie politique en tant que science. C'est, en effet, à la fin du XVIII^e siècle que les premiers économistes révèlent les lois qu'ils ont découvertes et que les physiocrates établissent la première doctrine coordonnée. C'est également, en France du moins, vers 1755, 1763 que les crises commerciales commencent à se faire sentir.

Il fallait néanmoins un certain temps d'expérimentation pour que ce phénomène pût être dégagé des autres et commençât à faire l'objet d'études particulières. C'est pourquoi les physiocrates, Turgot, et même Adam Smith, restèrent muets sur cette question.

Mais, de 1800 à 1830, plusieurs secousses, de plus en plus importantes, viennent troubler profondément les marchés d'Europe et même d'Amérique et suscitent alors les discussions passionnées que nous allons examiner.

Crise de 1804

La première crise digne d'attention apparaît en France et en Angleterre vers 1804-1805. Provoquée par la rupture de la paix d'Amiens, elle tient, dans les deux pays, au développement du commerce et des escomptes. Elle affecte cependant en France un caractère plus aigu qu'en Angleterre en raison de la suspension des paiements de la Banque de France à laquelle le Gouvernement omit de rembourser les avances pour frais de guerre qu'elle lui avait consenties.

Crise de 1810

Après la liquidation de cette crise en 1805, malgré les guerres de l'Empire et les obstacles de tous genres, un même esprit d'entreprise et de spéculation s'observe en France et en Angleterre de 1805 à 1810. La production est stimulée par l'émancipation des colonies espagnoles, le Blocus continental (21 novembre 1807), l'ouverture de la Russie, de l'Allemagne du Nord et de Hambourg au commerce européen et surtout anglais, de même que par les grandes découvertes industrielles qui partent de cette époque : vapeur, métier à tisser. On construit des canaux, des ponts, des fabriques. On inaugure l'ère des sociétés

d'assurances et des sociétés par actions qui atteignent en 1808, en Angleterre, le chiffre de 42. Le Brésil et l'Amérique espagnole remplacent jusqu'à un certain point les marchés d'Europe fermés. La circulation se développe également, le crédit s'accroît et les banques se multiplient. Le résultat de cet essor ne tarde pas à se faire sentir : les prix s'élèvent, les profits et les salaires haussent dans une notable proportion.

Puis, en 1809, une mauvaise récolte vient contrarier tous les projets. La hausse s'arrête ; on cesse les constructions et la création de sociétés ; l'exportation diminue. Les billets de Banque, émis en proportion exagérée, se déprécient rapidement. Les prix baissent, avec eux les profits et les salaires, et des faillites s'ensuivent. La Banque d'Angleterre se trouve obligée de suspendre ses paiements le 11 avril 1811 et le Parlement doit lui avancer 6 millions en bons de l'Echiquier. Puis, la liquidation opérée, le calme revient, la panique disparaît et la situation s'améliore peu à peu.

Crise de 1815

En 1811 — toujours en Angleterre — une nouvelle année de mauvaises récoltes amène une hausse du prix du blé qui passe de 156 à 180 shillings. Une spéculation désordonnée sur les terres (land-jobbing) devient générale et trouve dans les émissions exagé-

rées de banknotes un auxiliaire précieux. La situation politique européenne — développement des colonies espagnoles en Amérique, retraite de Russie, expulsion des troupes françaises d'Espagne, traité de Paris — promet l'ouverture au commerce de nouveaux ports et de nouveaux débouchés.

Un optimisme exagéré s'ensuit et les prix haussent dans des proportions fantastiques. Les banques interviennent encore imprudemment pour prêter l'appui de leurs émissions aux spéculateurs à la hausse. A la fin de 1814 la crise apparaît. Les débouchés se présentent moins larges qu'on ne les avait escomptés. Comme il faut vendre, les prix s'abaissent. Les billets en quantité exagérée se déprécient rapidement entraînant de nombreuses faillites de banques (240 entre 1814 et 1817).

Aux États-Unis, la crise succède également en 1814 à la conclusion de la paix qui suit la guerre avec l'Angleterre. Des espérances insensées, des émissions de billets exagérées occasionnent l'engorgement. La liquidation qui s'impose entraîne une dépréciation considérable des billets émis, variable toutefois suivant les différents États de l'Union. De nombreuses suspensions de paiements s'ensuivent.

En France, le commerce avait repris très vivement après la liquidation de la crise en 1811, et, en 1813, les escomptes s'élevaient à 241 millions. Les désastres de l'invasion, en 1814, amènent une suspension

presque totale des affaires et le portefeuille retombe à 6 millions.

Enfin, vers 1817, le calme semblait sur le point de renaître quand survient la crise de 1818.

Crise de 1818

Elle se fait surtout sentir en Angleterre, pays dont l'essor économique avait devancé de beaucoup celui des autres nations, et résulte notamment d'un drainage de l'or anglais par des importations de céréales et des emprunts allemands et autrichiens. L'encaisse de la Banque d'Angleterre diminue à tel point qu'elle doit encore suspendre ses paiements en 1818 et recourir au Gouvernement qui lui avance 28 millions.

Crise de 1825

De même que la crise de 1818, la crise de 1825 qui suivit fut essentiellement une crise anglaise.

L'Angleterre, moins éprouvée que le continent par les guerres du premier Empire, se met dès 1822 au niveau de la production capitaliste par la construction de nombreuses usines, machines et voies ferrées. Cette année-là, une conversion opportune du 5 % consolidé en 4 % rejette les disponibilités des capitalistes anglais vers les valeurs industrielles et minières. Les appels de fonds des républiques sud-

américaines, qui atteignent 48.480.000 livres en 1825, favorisent l'exportation britannique dans ces républiques où elle double de 1821 à 1825 et atteint le chiffre considérable pour l'époque de 6.426.000 livres.

L'essor intérieur n'est pas moins considérable et les importations atteignent 44.000.000 de livres en 1825. La production est accrue par la création de nombreuses sociétés de chemins de fer, de canaux, de constructions maritimes, de banques. La circulation suit avec 11 millions de livres de billets émis par les country banks en 1825 pour 4 1/2 en 1822. Cependant la Banque d'Angleterre, rendue prudente par ses déboires antérieurs, suit d'un pas beaucoup plus modéré et maintient son escompte à 4 %. jusqu'en décembre 1825. Le résultat de cette prodigieuse activité se fait bientôt sentir et les prix haussent de 20 à 109 % suivant les produits, de décembre 1824 à juin 1825. L'optimisme provoqué et encouragé par cette situation occasionne une spéculation effrénée en Bourse, basée sur les profits élevés des sociétés en activité.

Brusquement, en 1825, l'industrie et le commerce subissent un temps d'arrêt. Les profits escomptés ne se réalisent pas et les prix s'effondrent tombant de 23 à 60 % suivant les produits. La Bourse rapidement influencée subit une panique désastreuse, et les titres montés à des chiffres fantastiques retombent à zéro. Les importations, qui cette année avaient dé-

passé les exploitations, appellent l'or au dehors et les exportations tombent de 38,9 millions de livres en 1825 à 31,5 millions de livres en 1826.

La hausse des prix et les achats de spéculation avaient rendu une foule de produits invendables et nécessitaient un furieux appel au crédit. Mais les banques ne peuvent résister : elles tombent en grand nombre. Avec leur chute coïncide la dépréciation des billets qu'elles avaient émis. La Banque d'Angleterre, par suite de son insuffisance de numéraire, causée par l'omission d'élever le taux de l'escompte, ne peut prêter aux autres établissements le secours qu'ils attendent d'elle. Son encaisse tombe de 13.900.000 livres en mars 1824 à 1.300.000 livres en décembre 1825. Elle doit faire appel à des fonds d'emprunt et au concours de Rothschild, des Banques de Hollande et de France. Cette opération, qui lui permet de soutenir les maisons solides et les banques honnêtes, facilite la liquidation de la crise.

Mais la dépression avait été très violente et les souffrances occasionnées par elle s'étaient fait sentir autant et même plus dans le monde ouvrier que dans le monde capitaliste. La baisse des salaires et les chômages avaient fait de nombreuses victimes. Les ouvriers, attribuant les malheurs dont ils souffraient aux machines nouvellement inventées, fomentèrent de nombreux désordres suivis d'émeutes et de bris de machines. A Blackburn notamment, il y avait, en

avril 1825, 14.000 habitants sur 27.000 dans le dénûment le plus complet. A Macclesfield 10.000 chômeurs étaient sans abri et à Shackport une grève immense englobait 30.000 à 40.000 ouvriers.

La période de liquidation se poursuivit cependant péniblement durant les années 1826 et suivantes, et, vers 1830, la crise de 1825 était à peu près terminée. A cette époque, une nouvelle conversion du 4 % de 1822 en 3 1/2 % qui réussit à merveille, et l'essor stupéfiant des chemins de fer, provoquent de nouveau un engoûment pour les valeurs industrielles et minières et un nouveau mouvement en avant se dessine devant entraîner quelques années plus tard, en 1836, une nouvelle dépression.

CHAPITRE II

Doctrines soutenant la possibilité des surproductions générales

SECTION I

Les écoles en présence

L'explication des événements qui se déroulaient devant les yeux des économistes de cette époque était chose de nature à tenter leur zèle de néophytes. Aussi, dans le désir de justifier de l'utilité de la science qu'ils professaient, essayèrent-ils aussitôt, non seulement d'analyser les crises et d'en rechercher les causes, mais surtout d'en indiquer les remèdes.

Avec une précision qu'on ne saurait trop louer, ils posent le problème de façon la plus nette : « Et d'a-
« bord, dit Say dans sa première lettre à Malthus,
« ce qui fixe mon attention, parce que tous les inté-
« rêts du moment y sont attachés, d'où vient cet en-
« combrement général de tous les marchés de l'uni-
« vers, où l'on porte incessamment des marchandises
« qui se vendent à perte ? D'où vient que, dans l'in-

« térieur de chaque État, avec un besoin d'action
« propre à tous les développements de l'industrie,
« d'où vient, dis-je, cette difficulté universelle qu'on
« éprouve à trouver des occupations lucratives ? Et
« la cause de cette maladie chronique une fois connue,
« quels moyens de la faire cesser ? Voilà des ques-
« tions d'où dépendent le repos et le bonheur des na-
« tions. Je n'ai donc pu croire indigne de votre atten-
« tion et de celle du public éclairé une discussion
« qui tend à les éclaircir (1). »

1. Say. *Première lettre à Malthus, Œuvres diverses*, éd. Guillaumin, *Collect. des Économistes*, t. 12, p. 140.

« Il n'existe guère, dit Malthus, de recherche plus curieuse, ou qui,
« par son importance, soit plus digne d'attention, que celle qui re-
« trace les causes pratiques qui s'opposent aux progrès de la richesse
« dans différents pays, qui les arrêtent ou qui les retardent alors que
« les éléments de la production n'éprouvent comparativement aucune
« diminution, ou sont, pour le moins, suffisants pour amener un ac-
« croissement considérable des produits et de la population. »

Malthus. *Principes d'Économie politique*. Trad. Monjean, p. 273.

« L'Europe, dit Sismondi, est arrivée au point d'avoir, dans toutes
« ses parties, une industrie et une fabrication supérieures à ses be-
« soins... que l'on parcoure les rapports du commerce, les journaux,
« les récits des voyageurs ; partout on verra la preuve de cette sur-
« abondance de production qui passe la consommation, de cette fa-
« brication qui se proportionne non point à la demande, mais aux ca-
« pitaux qu'on veut employer ; de cette activité des marchands qui
« les porte à se jeter en foule dans chaque nouveau débouché et qui
« les expose tous à des pertes ruineuses dans chaque commerce dont
« ils attendaient des profits. Nous avons vu les marchandises de tout
« genre, mais surtout celles de l'Angleterre, la grande puissance ma-
« nufacturière, abonder sur tous les marchés de l'Italie dans une

Mais ceci fait, et unanimes sur les effets les plus saillants et les plus remarquables des crises : l'engorgement de la circulation, la mévente et l'arrêt du progrès industriel et commercial, ils cessent immédiatement d'être d'accord sur l'étendue même de la surproduction.

Les uns, Malthus et Sismondi, tout en se plaçant à un point de vue différent, la voient générale. Les autres, Say et la grande majorité de ses contemporains et successeurs, la voient seulement partielle.

Cette opposition sur ce point fondamentals'aggrave encore lorsqu'ils en arrivent à examiner les causes des crises. Malthus les place dans l'excès d'épargne, l'exagération du nombre des producteurs, la sous-consommation capitaliste et ouvrière ; Sismondi, dans le développement trop rapide du machinisme, l'inégale répartition des richesses, et également la

« proportion tellement supérieure aux demandes que les marchands,
« pour rentrer dans une partie de leurs fonds, ont été obligés de les
« céder avec un quart ou un tiers de perte au lieu de bénéfice. Le
« torrent du commerce repoussé de l'Italie s'est jeté sur l'Allemagne,
« sur la Russie, sur le Brésil et y a bientôt rencontré les mêmes obs-
« tacles. »

.

« Aucun fait ne se présente à nous en plus de lieux, sous plus de
« faces, que la disproportion des moyens de consommation avec ceux
« de production, que l'impossibilité où sont les producteurs de renon-
« cer à une industrie parce qu'elle décline, et que la certitude que
« leurs rangs ne sont jamais éclaircis que par des faillites. » Sismondi.
Nouveaux principes d'économie politique, t. I, p. 337 et sq.

sous-consommation capitaliste et ouvrière ; Say, au contraire, et ses disciples, dans le développement inégal de la production qui se trouve trop restreinte pour certains produits, par conséquent dans les faux calculs des entrepreneurs, et aussi dans les entraves apportées au commerce et à l'industrie par des impôts trop lourds et des systèmes protecteurs qui augmentent le prix de revient.

Enfin, lorsqu'ils en arrivent aux remèdes propres à conjurer les crises, leur désaccord devient plus irrémédiable encore. Malthus veut développer la classe des consommateurs improductifs et restreindre l'épargne ; il défend l'impôt qui tient en haleine le producteur et maintient les prix. Sismondi critique également l'épargne du revenu ; il demande une répartition plus équitable des fortunes, la suppression de la concentration des entreprises et aussi des coalitions. Pour ces réalisations, il supplie l'Etat d'intervenir en faveur de l'ouvrier spolié du profit de son travail ; et, en attendant les réformes nécessaires, qu'il indique, il exhorte les producteurs à ne développer que graduellement l'emploi des machines nouvelles qui exproprient l'ouvrier de son travail et le plongent dans la misère. Say et ses disciples demandent au contraire la multiplication des producteurs, le développement des machines qui permettent, par l'abaissement du coût de production, la diminution des prix de vente, c'est-à-dire le bon marché, la li-

berté du commerce et de l'industrie, la suppression presque totale des impôts et des douanes ; en un mot la liberté absolue de produire sans entraves, de produire de plus en plus et sans limites.

SECTION II

La doctrine de Malthus

§ 1. — JUSTIFICATION DE LA POSSIBILITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES.

J.-B. Say, dans son *Traité d'économie politique* (1), et postérieurement dans son *Cours d'économie politique* (2), avait donné pour base à sa théorie des débouchés, cette idée que les produits s'achetant avec les produits, toutes les marchandises ne peuvent surabonder en même temps sur le marché parce qu'elles se fournissent des débouchés réciproques et que les unes constituent pour les autres une demande et une vente proportionnelles.

Cette doctrine, avec toute l'extension qui lui fut donnée, semble « tout à fait fausse » à Malthus « et en contradiction manifeste avec les grands principes

1. Ouvrage paru en 1803.

2. Ouvrage paru en 1828-1829.

qui règlent l'offre et la demande (1) ». Pour la réfuter, il en néglige le côté hypothétique et absolu et s'en réfère principalement aux vicissitudes quotidiennes et présentes du marché. Dans quelles conditions en effet, à son sens, s'effectuent les échanges ? Les moyens de l'acheteur ne sont pas proportionnés à la quantité de marchandises qu'il a produites et dont il veut se défaire, mais bien à la valeur en échange de cette marchandise. Ce que montre l'expérience de chaque jour, c'est que l'offre se proportionne toujours à la quantité et la demande à la valeur. A moins que la valeur d'un produit ne soit équivalente à sa quantité, il est inexact de prétendre que la demande et l'offre puissent être dans un rapport égal. Les lois de l'offre et de la demande nous enseignent que, lorsque la quantité s'accroît, la valeur baisse, fait baisser avec elle les moyens d'acheter de chaque producteur et restreint les débouchés. La surproduction qui résulte forcément de cet état de choses peut très bien se produire dans toutes les entreprises à la fois. « Il n'est pas du tout vrai, dans le fait, que des « produits soient toujours échangés contre d'autres « produits. La plus grande partie des produits s'é-
« change directement contre du travail productif ou
« des services personnels ; et il est clair que cette

1. Malthus, *Principes d'économie politique*. Ouvrage paru en 1820. Traduction Monjean, p. 278.

« masse de produits, comparée au travail contre le-
« quel elle doit être échangée, peut baisser de valeur
« par l'effet de sa surabondance, précisément de la
« même manière qu'une seule denrée baisse de valeur
« par l'excès de l'approvisionnement relativement au
« travail ou à la monnaie.

« Dans le cas supposé, il y aurait évidemment une
« quantité extraordinaire de produits de toute espèce
« sur le marché parce que les ouvriers inproductifs
« seraient devenus, par l'effet de l'accumulation du
« capital, des ouvriers productifs ; tandis que le nom-
« bre total des ouvriers étant le même, et les moyens
« et la volonté d'acheter étant supposés moindres
« chez les propriétaires fonciers et les capitalistes, ces
« produits devraient nécessairement baisser de va-
« leur, relativement au travail, de manière à réduire
« considérablement les profits, et à empêcher pendant
« quelque temps une nouvelle production. Mais c'est
« précisément ce que l'on entend par le mot engor-
« gement, qui dans ce cas est évidemment général
« et non partiel (1). »

C'est là la première erreur de M. Say, M. Mill et
M. Ricardo « qui ont considéré les produits comme
« s'ils étaient autant de signes ou chiffres algébriques
« dont il s'agirait de comparer ensemble les rapports,
« au lieu de les regarder comme des articles de con-

1. Malthus, *op. cit.*, p. 279.

« sommation qui doivent par conséquent être étudiés
« dans leurs rapports avec le nombre et les besoins
« des consommateurs (1). »

§ 2. — CAUSES DES CRISES.

La surproduction générale étant économiquement possible, il s'agit maintenant de rechercher quelles sont les causes qui généralement engendrent les crises. Say avait affirmé catégoriquement que seule la production pouvait faciliter la production, toute production étant consommation. Malthus s'inscrit en faux contre cette affirmation et entend prouver que toute production n'est pas toujours et nécessairement consommation, car une production peut être épargnée au lieu d'être consommée, et une production ne peut être consommation que si les producteurs ont le pouvoir de consommer, ou éprouvent le besoin de consommer, une quantité de richesses égale à leur production. Or, cette double condition est loin d'être toujours remplie. C'est même de cet excès d'épargne, ou de cette répartition inadéquate du pouvoir de consommer, que naissent les crises de surproduction. Dans le premier cas, le producteur qui a vendu n'achète pas. Dans le second cas, le capitaliste qui a le

1. Malthus, *op. cit.*, p. 280.

pouvoir de consommer n'en a pas le besoin, et l'ouvrier qui a besoin de consommer n'en a pas le pouvoir.

Dans son remarquable ouvrage (1), Adam Smith avait soutenu qu'il était économiquement indifférent qu'un individu consomme son revenu ou l'épargne, car, dans les deux cas, ce revenu se trouvait consommé. Au premier cas l'individu satisfaisant directement ses besoins, au second cas l'individu employant son argent à faire travailler des ouvriers qui eux satisfont leurs besoins. De telle sorte qu'au total la consommation se trouvait rester quantitativement la même, seules la personne du consommateur et la nature de sa consommation variant.

Malthus n'admet pas cette façon de voir et soutient contre lui que la surproduction peut parfaitement résulter d'un excès d'épargne. Prenant pour exemple un certain nombre de fermiers et de manufacturiers échangeant les uns avec les autres les produits de leur industrie, il les suppose complétant les uns et les autres leur fabrication habituelle par des objets de luxe qu'ils échangent également. Puis il ajoute : « Pendant que les fermiers seraient disposés à consommer les objets de luxe produits par les manufacturiers, et ces derniers à consommer ceux des fermiers, tout marcherait bien ; mais si l'une des

1. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.*
Ouvrage paru en 1776.

« parties, ou toutes les deux, s'avisaient d'épargner
« afin d'améliorer leur condition et de fournir à l'en-
« tretien et à l'avenir de leurs familles, l'état des cho-
« ses deviendrait très différent. Le fermier, au lieu
« de se donner des rubans, de la dentelle et des
« velours, se contenterait de vêtements plus sim-
« ples ; mais, par cette économie, il ôterait au ma-
« nufacturier les moyens de lui acheter autant de
« produits que par le passé ; il n'y aurait évidem-
« ment point de débouchés pour les résultats de tant
« de travail employé à la terre, travail dont la force
« productive se trouverait même fort augmentée.
« Par la même raison le manufacturier, au lieu de
« se donner la jouissance de prendre du tabac et de
« manger du sucre et des raisins, pourrait préférer
« de s'en priver pour faire des économies en songeant
« à l'avenir ; mais il ne pourrait pas le faire par
« suite de la parcimonie des fermiers et du dé-
« faut de la demande pour les produits manufactu-
« rés (1). »

Puis, faisant la même hypothèse de parcimonie dans le camp des manufacturiers : « Il y aurait donc
« évidemment, dit-il, un manque général de deman-
« des soit de produits, soit d'ouvriers ; et, de même
« qu'il est certain qu'un penchant convenable pour
« consommer peut maintenir une proportion conve-

1. Malthus, *op. cit.*, p. 287.

« nable entre l'offre et la demande — quels que
« soient les pouvoirs de la production —, il paraît
« tout aussi certain que la passion d'accumuler
« doit inévitablement donner naissance à une quan-
« tité de denrées supérieure à celle que l'organisa-
« tion et les habitudes de la société peuvent permet-
« tre de consommer (1). »

Ainsi donc, pour Malthus, l'équilibre production-consommation, affirmé par Say après Smith, peut être détruit par une épargne excessive et donner lieu à une crise de surproduction générale.

Maintenant comment se produit cet excès d'épargne et cette insuffisance de la consommation ? Ils résultent tout simplement, dit Malthus, de la loi de la baisse tendancielle des profits de Ricardo (2). Le jour

1. Malthus, *op. cit.*, p. 288.

2. Ricardo. *Principes d'économie politique* (ouvrage paru en 1817), ch. 21 : « Il n'y a qu'un seul cas, et celui-là n'est que temporaire, « dans lequel l'accumulation du capital, accompagnée du bas prix des « subsistances, puisse amener une baisse des profits; cela arrive lors- « que les fonds destinés à faire subsister les ouvriers s'accroissent « plus vite que la population. Dans ce cas les salaires seront forts et « les profits faibles. Si tout le monde renonçait à l'usage des objets « de luxe, et ne songeait qu'à accumuler, il se produirait une quantité « d'objets de première nécessité dont il ne pourrait pas y avoir de « consommation immédiate. Il pourrait incontestablement y avoir « engorgement de ces produits et par conséquent il se pourrait qu'il « n'y eût ni demande pour une quantité additionnelle de ces articles, « ni profit à espérer par l'emploi d'un nouveau capital. En cessant de « consommer, on cesserait de produire. »

où le profit trop bas ne tente plus le capitaliste qui économise ses revenus au lieu de les lancer dans la production, il s'ensuit une crise de surproduction. Et cette crise de surproduction, Malthus, contrairement à Ricardo, la voit générale.

L'épargne donc peut constituer un empêchement à l'échange des produits et provoquer une crise.

Mais ce n'est pas tout. Say et ses disciples ont prétendu que l'homme, infini dans ses désirs et dans ses besoins, poussait de lui-même constamment à une production accrue. Cette augmentation progressive de production, proportionnelle en toutes branches d'industrie, devrait donc, d'après eux, rendre les hommes mieux pourvus et en possession de plus de jouissances. Mais ils ont commis cette autre erreur, dit Malthus, « de n'avoir pas eu égard à l'influence
« d'un principe aussi général et aussi important dans
« l'organisation humaine que celui de l'indolence et
« de l'amour du repos (1) ».

Prenant l'hypothèse plus haut examinée de fermiers échangeant leurs produits avec des manufacturiers, il établit que « si l'on préférerait l'indolence aux objets
« de luxe, il en résulterait évidemment une moindre
« demande en face de ressources productives plus
« amples, et aussi un manque d'emploi pour les ou-
« vriers. Le cultivateur pouvant dans ce cas se procu-

1. Malthus, *op. cit.*, p. 284.

« rer les choses nécessaires et utiles à l'usage desquel-
« les il était accoutumé moyennant moins d'efforts
« et de peines, et n'ayant pas encore contracté un
« goût décidé pour les rubans, la dentelle et les ve-
« lours, aimerait probablement mieux se livrer à l'in-
« dolence et travailler moins la terre ; tandis que le
« manufacturier, voyant ses velours n'avoir qu'un fai-
« ble débit serait porté à en discontinuer la fabrica-
« tion, et tomberait presque nécessairement dans les
« mêmes habitudes d'indolence que le premier (1).»

§ 3. — REMÈDES AUX CRISES.

Voilà donc établies les causes qui engendrent fatalement les crises de surproduction : l'exagération du nombre des producteurs, la sous-consommation capitaliste et ouvrière, l'excès d'épargne et l'amour du repos. Par quels moyens maintenant la société peut-elle se protéger contre ces inconvénients et par suite éviter les crises ? Doit-elle restreindre la production ? Non pas, car, au fond, et malgré la querelle de mots qui divisa Malthus et Say, le premier admet comme le second que les produits s'échangent contre les produits. Le travail contre lequel s'échangeraient les marchandises d'après Malthus n'étant somme toute qu'un produit lui aussi. Non pas, car

1. Malthus, *op. cit.*, p. 285.

Malthus admet lui aussi les avantages et les bienfaits des machines qui « épargnent la main-d'œuvre et font revenir les marchandises à meilleur marché (1). »

Mais ce que la société doit faire pour éviter les crises, c'est surtout faciliter et développer la consommation. Par quels moyens ? Trois apparaissent tout d'abord : la division de la propriété foncière, le commerce extérieur et intérieur, et enfin « l'emploi d'un certain « nombre d'individus engagés dans les services per- « sonnels, ou l'entretien d'un nombre convenable « de consommateurs qui ne produisent pas directe- « ment les choses matérielles (2) ».

Ces divers procédés ont, en effet, pour but d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, et, par suite, de conjurer les crises qui proviennent notamment de la baisse des profits cause des épargnes excessives.

De ces trois moyens, les deux premiers ne semblent pas devoir nécessiter présentement de développements. Il n'en est pas de même du troisième. Malthus nous a montré que les capitalistes ne consomment jamais tout leur revenu et tous leurs profits ; « une telle « consommation est incompatible avec les habitudes « actuelles de la plupart des capitalistes (3) », dont

1. Malthus, *op. cit.*, p. 311.

2. Malthus, *op. cit.*, p. 355.

3. Malthus, *op. cit.*, p. 357.

le but de toute la vie est d'épargner pour assurer l'existence future de leurs familles, ou pour cesser la production au bout d'un certain nombre d'années de travail. La sous-consommation qui résulte de ces habitudes restreint les débouchés qui demeurent insuffisants pour l'échange des différents produits. « Il faut donc qu'il y ait une classe nombreuse
« d'individus ayant à la fois la volonté et la faculté
« de consommer plus qu'ils ne produisent pour que
« les classes mercantiles puissent continuer à étendre
« leur commerce et à réaliser leurs profits (1)... »
« Car, si les entrepreneurs d'industrie, par l'effet du
« louable désir qu'ils ont d'améliorer leur position
« et de pourvoir aux besoins d'une famille, ne con-
« somment pas assez pour donner un encouragement
« suffisant à l'accroissement de la richesse ; si les
« ouvriers producteurs, en augmentant leur consom-
« mation, nuisent plus à l'accroissement de la richesse
« en diminuant le pouvoir productif (2), qu'ils ne peu-
« vent le favoriser en augmentant la demande des
« produits ; si enfin la dépense des propriétaires,
« jointe à celle des deux classes précédentes, se
« trouve être insuffisante pour maintenir et augmen-
« ter la valeur des choses produites, par qui la con-

1. Malthus, *op. cit.*, p. 358.

2. En faisant baisser les profits et par suite en écartant de la production les capitaux qui retournent vers l'épargne.

« sommation requise se fera-t-elle si ce n'est par les
« ouvriers improductifs d'Adam Smith ? (1) »

Cet appel aux ouvriers improductifs amène tout naturellement Malthus à considérer d'un œil bienveillant les impôts qui pèsent sur les producteurs, les incitent à produire, et vont alimenter une partie de ces consommateurs improductifs (hommes d'Etat, soldats, matelots). « Le désir de conserver
« les mêmes jouissances tout en payant un impôt,
« dit-il, doit souvent exciter les efforts de l'indus-
« trie avec autant d'énergie que le désir de payer un
« avocat ou un médecin (2). »

Quant au nombre de ces consommateurs improductifs : « Il doit varier dans chaque pays et à chaque
« époque suivant les facultés productives, et le résultat le plus favorable naît évidemment de la juste
« proportion de ce nombre avec les ressources naturelles du sol, l'habileté industrielle et les goûts
« de la nation (3). »

Cependant ce remède à lui seul serait encore insuffisant pour assurer l'équilibre entre la production et la consommation. Il faut de plus user d'une sage prodigalité et restreindre dans une assez large mesure les épargnes que l'on serait tenté de faire. Car, si l'on accumule toujours, il est à craindre qu'on ne

1. Malthus, *op. cit.*, p. 363.

2. Malthus, *op. cit.*, p. 365.

3. Malthus, *op. cit.*, p. 368.

puisse consommer la quantité toujours croissante des marchandises produites par les nouveaux travailleurs alimentés par les épargnes en vue d'un accroissement de production ; « tandis qu'il est certain qu'une pas-
« sion convenable pour la consommation (impro-
« ductive) conserverait une juste proportion entre
« l'offre et la demande, quel que fût le pouvoir de la
« production ; il ne paraît pas moins assuré qu'une
« passion pour l'épargne doit inéluctablement con-
« duire à une production de marchandises qui excé-
« derait ce que l'organisation et les habitudes d'une
« semblable société lui permettraient de consom-
« mer (1) ».

§ 4. — APPRÉCIATION CRITIQUE DE LA THÉORIE DE MALTHUS.

La théorie de Malthus n'est pas sans soulever de nombreuses critiques, et la polémique qu'il a engagée sur ce sujet des crises de surproduction avec Say semble, comme nous le verrons plus loin, s'être terminée tout à l'avantage de ce dernier.

La justification des surproductions générales, basée sur la négation de l'affirmation de Say que les produits s'échangent toujours contre les produits, ne semble pas décisive lorsque l'on considère que

1. Malthus, *op. cit.*, p. 289.

le travail, qui, en dehors des produits, servirait à les acheter, ne constitue en réalité lui-même qu'un produit d'une nature un peu spéciale mais apte également à jouer un rôle dans l'échange des produits.

Son opiniâtreté à nier l'importance de la consommation reproductive, en contestant l'utilité de l'épargne qui la crée, l'amène à négliger l'encouragement donné à l'industrie par cette consommation. Cependant et indiscutablement cet encouragement est non seulement égal mais encore plus grand et plus durable que celui que peut offrir la consommation improductive. Dans cette dernière la somme dépensée stérilement sous le rapport économique n'occupe les travailleurs qui l'ont défrayée avec leurs produits qu'une seule fois. La valeur de ces produits est complètement anéantie. Mais il en est tout autrement dans la consommation reproductive où il n'y a pas destruction de valeurs mais bien transformation. Il est certain que rien n'est plus favorable que ce redoublement d'activité industrielle et cette augmentation du revenu de toutes les classes à l'ouverture de nouveaux débouchés, à l'extension de la consommation, et, par conséquent, à cet encouragement que Malthus craint de voir manquer à la production.

Si donc la consommation reproductive se trouve être beaucoup plus avantageuse pour les nations que la consommation improductive, le corps de consommateurs improductifs, jugé comme remède nécessaire

aux crises par Malthus, nous paraît parfaitement inutile. Ou bien ces consommateurs (propriétaires de terres ou de capitaux) ont un instrument qui produit pour eux et en fait en réalité des producteurs et non des moindres, ou bien ces mêmes consommateurs (fonctionnaires publics, militaires, matelots et rentiers de l'État) ne présentent aucun débouché que leur suppression pourrait fermer.

Quant à l'indolence prônée par Malthus, elle justifie seulement une fois de plus la nécessité de favoriser la production comme débouché à la production.

Enfin sa tentative de réhabilitation de l'impôt se heurte à cette même critique qui rend son argumentation si peu exacte.

En résumé, Malthus, dans ses Principes d'économie politique, s'est trop laissé entraîner par la constatation des inconvénients causés par l'essor industriel de son époque. Frappé des malheurs très réels occasionnés par la grande production et la liberté absolue du commerce, il a suivi le préjugé populaire et n'a pas su s'élever au-dessus des misères dont il était témoin pour embrasser d'une vue plus générale l'essor de la production et son cycle. Dupe des apparences, il a méconnu les bienfaits de la production, de la concurrence et de l'épargne et s'est ainsi fait une idée inexacte des causes des crises et des remèdes propres à les conjurer.

SECTION III

La doctrine de Sismondi

§ 1. — JUSTIFICATION DE LA POSSIBILITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES.

Avec Sismondi la discussion se précise et s'avive. Les critiques qu'il porte à l'école de Say (1), l'école chrématistique comme il l'appelle, se font plus pénétrantes, moins discutables et moins aisées à réfuter que celle de Malthus.

Pour cet économiste « tout l'intérêt de l'économie politique finit par se résumer, au point de vue théorique dans l'explication des crises, au point de vue pratique dans les moyens de les prévenir et d'améliorer la condition des ouvriers. Aucun écrivain n'a cherché avec plus de sincérité l'explication et le remède (2). »

Sa première tentative consiste à justifier de la possibilité des surproductions générales. Mais, sentant, pour ce faire, la nécessité de s'élever de l'étude des

1. Sismondi combat à la fois Say, Ricardo et Mac Culloch dans ses *Nouveaux principes d'économie politique*, ouvrage paru en 1819, et dans ses « Eclaircissements relatifs à la balance des consommations avec les reproductions », controverse en trois articles parus dans la *Revue Encyclopédique* de mai 1824, t. XXII, et ajoutés ensuite dans les éditions de ses *Nouveaux principes* à la fin du tome 2.

2. Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*, p. 200.

faits, dans laquelle il se tient habituellement, jusqu'à l'abstraction, il entreprend une explication qui ne laisse pas que d'être assez obscure et assez discutable. L'engorgement des marchés est inévitable, dit-il, si la production dépasse le revenu. De quelle production et de quel revenu entend-il parler ? C'est du revenu annuel d'une nation, qu'il oppose à la production d'une année. Le revenu d'une année servirait, d'après lui, à payer la consommation de l'année suivante, et ce revenu serait le résultat de la vente de la production de l'année précédente. « La totalité du « revenu annuel est destinée à être donnée en échange « contre la totalité de la production annuelle ; par « cet échange, chacun pourvoit à sa consommation, « chacun remplace un capital reproducteur, chacun « fait place et cause une demande pour une reproduction nouvelle. Si le revenu annuel n'achetait « pas la totalité de la production annuelle, une « partie de cette production resterait invendue, elle « obstruerait les magasins des producteurs, elle paralyserait leurs capitaux et la production s'arrêterait (1). »

Et plus loin « le revenu national doit régler la « dépense nationale ; celle-ci doit absorber dans le « fonds de consommation la totalité de la production ; « la consommation absolue détermine une reproduc-

1. Sismondi. *Nouveaux principes*, t. 1, p. 113.

« tion égale ou supérieure, et de la reproduction naît
« le revenu (1) ».

Si donc la production d'une année est supérieure au revenu de l'année précédente, une partie de la production restera invendue et les producteurs seront ruinés.

Sismondi raisonne comme si la nation était composée d'agriculteurs qui achètent chaque année les produits fabriqués dont ils ont besoin avec le revenu procuré par la vente de la récolte de l'année écoulée. Evidemment, si les produits fabriqués sont en surabondance, le revenu des agriculteurs ne suffira pas à payer un prix suffisant.

Présentée ainsi la thèse de Sismondi ne paraît pas soutenable. Le revenu annuel d'une nation n'est pas autre chose au fond que sa production annuelle. L'un ne saurait donc être inférieur à l'autre puisque les deux se confondent. D'autre part, ce ne sont pas les productions de deux années différentes qui s'échangent entre elles, mais bien les divers produits créés chaque année qui s'échangent les uns contre les autres, ou, plus simplement, ce sont les produits créés à chaque instant dans le monde qui s'échangent entre eux à chaque instant.

Mais si, au lieu de s'arrêter à l'expression habituellement employée par Sismondi, de revenu national

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 1, p. 113.

inférieur à la production nationale, on veut considérer, comme il semble qu'on doive en réalité le faire, ce revenu comme représentant la demande, la théorie de Sismondi se ramène à ceci : c'est l'insuffisance des moyens d'acquisition chez certaines classes de la société, en présence d'une offre que les progrès de la civilisation accroissent sans cesse, qui cause les crises. Et alors elle devient beaucoup plus soutenable. La demande, dit-il, est inférieure à l'offre parce qu'elle dépend de deux causes : les besoins des acheteurs et leurs moyens de payer (1).

Or, les besoins de consommer sont bornés, non seulement dans la consommation des produits agricoles, mais même dans celle des objets manufacturés. Par exemple « une moyenne de quatre habillements « par année est le plus haut terme auquel puisse atteindre la consommation nationale (2) ». Et plus loin, faisant allusion au développement de la consommation du coton à son époque, il affirme : « Aujourd'hui la consommation interne est à peine susceptible d'une nouvelle augmentation. »

Quant aux moyens de payer, ils feront toujours défaut, quelle que soit l'importance de la production, à la plus grande partie de la population, la classe ouvrière. Celle-ci, qui ne reçoit qu'une faible portion

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 379.

2. Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 379.

du prix de vente des produits qu'elle fabrique, ne peut absorber toutes les offres de marchandises. Et cela d'autant plus que la transformation moderne des conditions industrielles a réduit les salaires.

Bien mieux, le développement de la production coïncide avec une diminution de la capacité d'acquiescer des classes laborieuses. La demande se resserre à mesure que l'offre s'élargit. Et cette demande se resserre par suite de l'impossibilité d'acquisition des classes ouvrières : « Alors même que la société
« compte un très grand nombre d'individus mal
« nourris, mal vêtus, mal logés, elle ne veut que ce
« qu'elle peut acheter, et elle ne peut acheter qu'a-
« vec son revenu. »

Cependant, dira-t-on, les profits de l'industrie, s'ils ne vont pas aux ouvriers, vont cependant quelque part aux entrepreneurs. Alors la consommation de ceux-ci devrait rétablir l'équilibre compromis par la sous-consommation de leurs ouvriers ? Mais non, répond Sismondi, car ce que désirent les riches, les entrepreneurs, ce sont précisément des objets les distinguant de la foule, donc des produits de luxe. Ceux-là peut-être ne seront pas en surabondance. Mais les produits agricoles et manufacturés, ceux justement dont la production s'accroît sans mesure, sont des produits destinés aux classes pauvres, et ces classes pauvres n'ont pas les moyens de les acheter.

Par conséquent, « tandis que l'effet de l'augmen-

« tation des capitaux est en général de concentrer
« les travaux dans de très grandes manufactures,
« l'effet des très grandes richesses est d'exclure pres-
« que absolument les produits de ces très grandes
« manufactures de la consommation des riches (1) ».

La production, dans la presque totalité des industries, va donc en s'accumulant tandis que la consommation se restreint. La surproduction qui en résulte est donc générale et provient de l'organisation économique contemporaine.

§ 2. — CAUSES DES CRISES.

Comme principale et primordiale cause des crises de surproduction, Sismondi voit la grande production, facilitée par la libre concurrence, et qui a engendré la grande industrie et la mauvaise répartition des revenus d'où sont issus ces deux fléaux modernes : le capitalisme et le salariat.

Avec le prodigieux développement de la production, le problème de l'équilibre des offres et des demandes, facilement réalisé dans l'organisation patriarcale primitive et dans l'organisation corporative du moyen âge, est devenu beaucoup plus délicat. L'extension des débouchés a fait dépendre l'entrepreneur moderne « d'un public métaphysique, d'une puissance

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 460.

« invisible, inconnue, dont il doit satisfaire les besoins, prévenir les goûts, consulter les volontés ou les forces ; qu'il doit deviner sans qu'elle parle, et qu'il ne peut s'exposer à mal entendre sans risquer sa subsistance et sa vie sur chaque mauvais calcul (1) ».

La production dégénère donc en surproduction, et les crises de surproduction constituent une épée de Damoclès sans cesse suspendue sur la tête des entrepreneurs.

En outre de cette cause des crises, l'extension du marché, qui occasionne les faux calculs des entrepreneurs, la libre concurrence viennent aggraver le danger et multiplier les crises. Le seul but des producteurs modernes est d'arracher au concurrent une clientèle dont chacun a besoin pour subsister. Le moyen d'attirer cette clientèle, c'est de vendre bon marché. Pour ce faire, il faut abaisser à tout prix le coût de production en employant un outillage de plus en plus perfectionné, des machines très puissantes, en réduisant le nombre des ouvriers, en rognant sur les salaires, en fabriquant davantage. Mais aussi « le plus effroyable encombrement » est le résultat de ce duel à mort.

Say avait bien prétendu que cet accroissement de production et le bon marché qui en résulte ne pré-

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 1, p. 325.

sentaient que des avantages. Les engorgements partiels, momentanés, causés par les erreurs des producteurs devant, d'après lui, se dénouer d'eux-mêmes par suite d'un mécanisme spontané résultant : 1° de la baisse des prix qui indique l'erreur de la production et l'excès de l'offre; 2° de la hausse des prix qui indique l'accroissement de l'offre sollicitant un développement de production.

Mais Sismondi répond à cela : si, au lieu de raisonner *in abstracto*, les économistes avaient regardé les faits dans leurs détails, s'ils avaient tenu compte des sentiments humains autres que le désir d'un profit plus grand, s'ils n'avaient pas négligé la force de l'habitude « puissance morale qui n'est pas soumise au calcul » (1), ils auraient certainement constaté que, si l'accroissement insuffisant de l'offre en présence d'une demande progressive ne nuit à personne et profite à tous, en raison de l'élévation des prix de vente, au contraire la restriction d'une offre surabondante, quand les besoins ne naissent pas aussi vite, ne se fait pas aussi aisément. Les capitaux fixes, bâtiments, outillage, ne peuvent se déplacer facilement ; l'apprentissage professionnel qui fait l'habileté de l'ouvrier demande de longues années. Plutôt que de consentir à un changement de métier, l'entrepreneur, comme l'ouvrier, préféreront réduire de moitié leur

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 1, p. 336.

revenu, prolonger leur travail, augmenter la production qui, de la sorte, loin de se restreindre spontanément, augmentera plutôt. A la longue, l'adaptation se fera, mais après combien de misères? « L'équilibre se rétablira sans doute entre la production et la consommation. Mais ce sera quand une grande partie des producteurs seront définitivement ruinés et qu'une partie des ouvriers seront morts de misère (1). » « Gardons-nous, dit-il en concluant, de la dangereuse théorie de cet équilibre qui se rétablit de lui-même... Un certain équilibre se rétablit, il est vrai, mais c'est par une effroyable souffrance. »

Dans cet ordre d'idées, une dernière cause des crises est envisagée par Sismondi, soulevant pendant bien longtemps de violentes controverses et lui aliénant bien des sympathies. Si la grande production engendre les crises, dit-il, qu'est-ce qui rend possible cette grande production ? C'est au premier chef la multiplication des machines. L'effet immédiat de l'introduction d'un moyen de travail mécanique, c'est de jeter des ouvriers sur le pavé, d'accroître leur concurrence mutuelle et par conséquent de faire baisser leur salaire, par suite encore de diminuer leur consommation et partant leur demande. Loin qu'elles soient toujours bienfaisantes, comme le prétend Say, les machines ne produisent de résultat utile que si

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 1, p. 334.

leur introduction est précédée d'un accroissement de revenu et par suite d'une possibilité de travail nouvelle pour les ouvriers remplacés. « Personne ne
« contestera, sans doute, qu'il n'y a de l'avantage à
« subsister une machine à un homme qu'autant que
« cet homme trouvera de l'ouvrage ailleurs. »

Enfin, il n'est pas jusqu'aux banques d'émission, qui, en accroissant la masse des capitaux qui entrent dans la production, n'aident à la multiplication des marchandises et à l'engorgement des marchés. Une foule de spéculateurs profitent des capitaux d'emprunt que leur cèdent les banques pour se jeter dans une fabrication excessive pouvant leur permettre de tirer profit de ces capitaux fictifs. Cette production désordonnée cause non seulement une surproduction industrielle mais aussi une crise financière qui atteint et ruine les porteurs des billets créés par les banques. Les banques d'émission présentent donc exactement les mêmes sujets de critique que la grande production : elles augmentent ce que l'industrialisme a aujourd'hui de fébrile, d'instable, de maladif ; elles rendent plus terribles encore les crises.

Une dernière critique rapproche pour un instant — on s'en étonnera — Sismondi de Say. Fidèle à la doctrine de Smith relativement aux échanges internationaux, il soutient la thèse de la liberté commerciale contre le protectionnisme. Mais il ajoute aux justifications de Smith et de Say en indiquant, comme

effet du protectionnisme, l'encouragement de cette ardeur manufacturière des peuples modernes qui n'avait pourtant pas besoin de stimulants. La politique protectionniste n'aboutit, selon lui, par la lutte qu'elle soulève entre les nations, qu'à multiplier les crises de surproduction auxquelles tout achemine dans l'organisation économique moderne.

§ 3. — REMÈDES AUX CRISES.

Passant des causes des crises aux remèdes propres à les conjurer, Sismondi ajoute encore à l'originalité de sa théorie. Sans vouloir en revenir aux procédés de travail anciens, dont il avait cependant montré tous les avantages économiques, notamment au point de vue de l'inexistence des crises à ces époques, il recherche quelles mesures nouvelles pourraient faire disparaître ou atténuer les vices de l'organisation industrielle (1). Deux catégories de mesures semblent s'imposer : 1^o entraver la production et empêcher les encombrements des marchés ; 2^o améliorer le sort des classes laborieuses.

Plusieurs moyens se présentent pour arrêter le développement de la production.

Il faut d'abord éclairer l'opinion et lui montrer les

1. « Je suis loin de vouloir relever d'anciennes ruines, déclare-t-il, quand je démontre par elles les besoins éternels de la société. » Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 433.

misères qu'entraîne une manufacture, une invention nouvelle.

Il faut ensuite, sinon étouffer l'esprit d'invention, du moins lui refuser tout encouragement. Que le savant, l'inventeur « se contentent de la gloire réservée au philosophe ». Il faut supprimer le brevet d'invention.

Il faut également opposer des obstacles aux grandes entreprises et la concentration des capitaux. Par suite, et par extension de cette même idée, une meilleure répartition des impôts, qui devraient peser beaucoup plus lourdement sur les classes riches que sur les classes pauvres, donnerait certes un excellent résultat. L'impôt, déclare Sismondi, ne doit pas frapper ceux qui ont à peine de quoi suffire à leur subsistance. Il est un minimum des moyens d'existence qui ne saurait être imposé, car l'impôt ne doit pas entamer le capital, toucher aux forces productives du pays, il ne doit frapper que le revenu net. D'autre part, les contribuables ne doivent pas être taxés proportionnellement à leur revenu. Le riche doit payer l'impôt « non seulement en proportion de sa fortune, mais par de là même cette proportion (1). » A l'idée d'exemption du minimum d'existence, Sismondi ajoute l'idée de l'impôt progressif.

Complétant ces propositions de réformes, Sismondi

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 155.

demande l'égalité de partage des successions entre les descendants du défunt. Cette mesure aura pour avantage de développer la petite propriété, la petite culture, l'exploitation patriarcale qui a toutes les sympathies de Sismondi, et de rendre plus forte, plus vivace la classe moyenne sur laquelle repose la stabilité des institutions.

Puis, passant aux réformes relatives aux ouvriers, Sismondi indique ainsi le but de ses recherches : « C'est la participation du pauvre aux avantages d'une civilisation progressive. » Il faut d'abord que l'État supprime toutes les lois qui les oppriment, par suite qu'on ne leur refuse plus le droit de coalition (1).

Il faut ensuite réduire la durée du travail de l'ouvrier, mais sans réduire son salaire. De la sorte toute réduction de travail de la famille ouvrière ne diminue pas son revenu, mais accroît ses jouissances et augmente ses loisirs ? La réduction de la durée du travail aura aussi cet avantage de diminuer la production, d'entraver par suite la surproduction.

Enfin l'ouvrier, déclare Sismondi, a droit à la garantie de celui qui l'emploie. Cette garantie consiste de la part du chef d'atelier, non seulement à donner à l'ouvrier un salaire suffisant pour subvenir à son entretien, mais à lui assurer ce salaire « pendant l'activité et aussi pendant la rémission du travail », à

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 1, p. 382, 384.

« pourvoir à l'enfance et à la vieillesse comme à l'âge viril, à la maladie comme à la santé (1) ». Les chômages, les maladies, les infirmités qui accablent les ouvriers sont généralement une conséquence des travaux d'usine, de l'exercice de leur profession, il n'est que juste que celui qui bénéficie de ces travaux, l'entrepreneur, subviennne à tous les inconvénients qu'ils peuvent entraîner chez l'ouvrier. L'Etat aura pour mission de rappeler aux patrons leurs devoirs et de régler les conditions de cette garantie patronale. Maintenant comment s'y prendra-t-il ? Sur cette importante question Sismondi reste hésitant et se déclare même « incapable de tracer les moyens d'exécution ». C'est sans doute aux législateurs qu'il réserve cette tâche délicate. L'évolution des sociétés modernes nous a appris que le législateur a accepté cette mission et commencé son œuvre.

§ 4. — APPRÉCIATION CRITIQUE DE LA THÉORIE DE SISMONDI.

La doctrine de Sismondi a soulevé autant et plus de protestations que celle de Malthus, et cependant, dans son œuvre, beaucoup d'idées sont restées neuves et ont fait l'objet à notre époque de réalisations partielles.

1. Sismondi, *op. cit.*, t. 2, p. 379.

Certes sa justification des surproductions générales se trouve aussi inexacte que celle de Malthus. Un équilibre entre la production et la consommation est possible même dans une économie où il existe une plus-value ou un profit, et où une partie du revenu est consommée, l'autre épargnée. « Que l'on envisage
« les choses comme l'on voudra, écrit M. Tugan
« Baranowsky, que l'on suppose non seulement la
« substitution des machines à l'ouvrier et la baisse
« des salaires et des revenus des petits producteurs
« autonomes, l'impossibilité de la formation d'un
« surproduit dans une économie où il existe une ré-
« partition proportionnelle des forces productives
« reste toujours fondamentale. La misère des mas-
« ses populaires ne peut exercer une influence défa-
« vorable sur l'écoulement des produits que lors-
« qu'elle met obstacle à la répartition proportionnelle
« de la production sociale (1). » Et M. Bourguin s'ex-
plique plus clairement dans le même sens quand il nous dit : « Si à un instant de raison la surproduc-
« tion générale par insuffisance de la consommation
« n'est pas théoriquement impliquée par la constitu-
« tion du régime économique, elle ne l'est pas da-
« vantage dans les instants qui suivent. Peu importe
« l'accroissement de reproduction qui résulte de
« l'épargne reproductive réalisée dans la période

1. Tugan Baranowsky. *Etude sur les crises en Angleterre*, p. 194.

« antérieure, peu importe même l'état stationnaire
« de la population, les conditions d'équilibre entre la
« production et la consommation sont toujours les
« mêmes ; le produit social tout entier, comprenant
« à la fois une plus grande quantité d'objets pour la
« consommation personnelle et une plus grande
« masse de moyens de production pour l'épargne
« reproductive, peut toujours trouver son placement
« par voie d'échanges réciproques. Il est possible que
« les producteurs ne sachent pas se conformer à ces
« différentes destinations du revenu social... Mais
« s'ils observent exactement les proportions entre
« les objets de consommation réclamés pour les con-
« sommateurs et les moyens de production réclamés
« par l'épargne, ils évitent même les crises de sur-
« production partielle (1). »

Donc l'équilibre production-consommation est réalisable alors même que la consommation des classes pauvres diminue ; il suffit que les classes riches consomment davantage, ou bien emploient une quantité plus forte de leur épargne en achats de moyens de production.

Théoriquement, et abstraction faite des erreurs de direction ou de grandeur possibles de la part des entrepreneurs, l'organisation des sociétés capitalistes

1. Bourguin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, Colin, 1904, p. 320.

n'implique nullement la nécessité des crises de surproduction parce que la sous-consommation ouvrière est compensée par la sur-consommation capitaliste et que celle-ci est indéniable, malgré les affirmations de Malthus et de Sismondi, en vertu de cet axiome économique incontesté que les besoins sont illimités en nombre. Si le capitaliste épargne au lieu de consommer, alors qu'il n'a pas épuisé la gamme de ses désirs, c'est parce que les capitaux épargnés et employés reproductivement lui donnent un profit, et cette existence indéniable du profit constitue une négation des surproductions chroniques auxquelles aboutit Sismondi (1).

S'étant trompé sur la réalité des surproductions générales, Sismondi commet également de grosses erreurs quand il souhaite la réduction de la production. Négligeant par trop le point de vue économique pour le point de vue moral, trop soucieux du bonheur des hommes et plein de sollicitude pour les classes ouvrières, il passe sans les voir à côté de vérités économiques incontestables. Ses critiques de la grande production, de la grande industrie, de la libre concurrence, son exhortation à restreindre le développement des machines et des inventions nouvelles l'ont fait traiter d'ignorant et ont longtemps terni sa réputation.

1. Cf., Lescure. *Les crises de surproduction*, p. 476.

Ce qu'il y a d'indiscutable et de réellement neuf dans son œuvre, c'est sa protestation contre l'indifférence des classiques vis-à-vis des souffrances engendrées par les périodes de transition ; c'est son désir de sauvegarder et de développer la classe moyenne, de favoriser la petite culture ; c'est aussi son appel à l'Etat en faveur des ouvriers, ses propositions de modifications fiscales : garantie d'un minimum d'existence et impôt progressif.

Toutes ces vues originales, et qui devaient être reprises par les écoles socialistes et appliquées par les gouvernements dès la fin du xix^e siècle, ont réhabilité l'œuvre de Sismondi, atteinte par quelques idées rétrogrades, et lui ont assuré la place qu'il occupe dignement désormais à côté de ceux qui l'ont combattu avec avantage.

CHAPITRE III

Doctrines déniaut la possibilité de surproductions générales

SECTION I

La doctrine de J.-B. Say

§ 1. — IMPOSSIBILITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES. — LES SURPRODUCTIONS PARTIELLES SEULES PEUVENT EXISTER.

Les discussions de Malthus et de Sismondi paraissent de critiques par eux dirigées contre la doctrine de Say. Il aurait donc pu sembler rationnel de commencer l'étude de la question des crises par l'examen de la théorie de Say. Nous avons cependant préféré examiner en premier lieu les théories de ses contradicteurs pour deux raisons : d'abord parce qu'il nous semblait plus aisé de résumer en tête de chaque étude, et en quelques lignes, la doctrine de Say que la leur ; ensuite parce que nous estimions intéressant d'attirer l'attention du lecteur sur les réponses faites par Say aux arguments de Malthus et de Sismondi dans des articles ou des lettres postérieurs à ses ouvrages

et indépendants d'eux, et de porter notre analyse sur ces discussions qui sont le sujet même de cet ouvrage (1).

Say avait posé cette loi, qui constitue un de ses plus beaux titres à notre admiration, que les produits s'achetant avec les produits — le numéraire n'étant en réalité qu'un intermédiaire d'échange — chaque produit devait trouver d'autant plus d'acheteurs que tous les autres produits se multiplieraient davantage. « C'est si bien avec des produits que l'on achète des
« produits qu'une mauvaise récolte nuit à toutes les
« ventes. Certes un mauvais temps qui a détruit les
« blés ou les vins de l'année n'a pas, à l'instant même,
« détruit le numéraire, cependant la vente des étoffes
« en souffre à l'instant même. Les produits du ma-
« çon, du charpentier, du couvreur, du menuisier, etc.,
« sont moins demandés. Il en est de même des ré-
« coltes faites par les arts et le commerce. Quand une
« branche d'industrie souffre, d'autres souffrent éga-
« lement. Une industrie qui fructifie, au contraire, en
« fait prospérer d'autres (2). »

1. Say, après avoir exposé sa loi des débouchés et l'application qu'il en fait aux crises de surproduction, dans son *Traité d'économie politique* et dans son *Cours d'économie politique*, répond à Malthus dans cinq lettres éditées en 1820, et à Sismondi dans un article de la *Revue encyclopédique* de juillet 1824 (67^e cahier, t. XXIII) intitulé : *Sur la balance des consommations avec les productions*.

2. Say, *Cours d'économie politique*, éd. Guillaumin, t. 2, p. 340.

Il fait immédiatement de ce principe une application fort intéressante aux crises de surproduction. Rien de plus illogique, dit-il, que les surproductions générales lorsque l'on est pénétré de l'éternelle vérité que les produits s'achètent avec les produits ? L'offre totale et la demande totale de ces produits sont nécessairement égales, car la demande totale n'est pas autre chose que la masse des produits créés. Un engorgement général serait donc une absurdité. Il équivaut simplement à une abondance plus grande de richesses « et les richesses sont une chose dont « les nations ne sont pas plus embarrassées que les particuliers ». Mais ce qui est possible, c'est uniquement une mauvaise direction des moyens de production et par suite une surabondance de tel ou tel produit, en d'autres termes un engorgement partiel. Un défaut d'écoulement d'un produit, ou même d'un grand nombre de produits, n'est que le résultat d'un engorgement dans un ou plusieurs des canaux de l'industrie. Il se trouve alors dans ces canaux une plus grande quantité de ces produits que n'en réclament les besoins généraux, et c'est toujours parce que d'autres canaux, loin d'être engorgés sont au contraire dépourvus de plusieurs produits qui, en raison de leur rareté, sont aussi recherchés que les premiers le sont peu. « C'est parce que la production des produits « manquants a souffert que les produits surabondants « ne trouvent point de débit, et que leur valeur s'est

« altérée. En termes plus vulgaires, beaucoup de
« gens ont moins acheté parce qu'ils ont moins ga-
« gné; et ils ont moins gagné parce qu'ils ont trouvé
« des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de
« production, ou bien parce que ces moyens leur
« ont manqué (1). »

Le mal ne réside donc pas dans une surproduction, mais bien plutôt dans une sous-production qui peut facilement se réparer par l'augmentation de la production des branches d'entreprises qui se trouvent en retard. Certes, dans des sociétés à division de travail extrêmement développée, l'équilibre d'échange des productions les unes contre les autres est difficile à réaliser. L'entrepreneur d'une branche quelconque de production ignore non seulement quelle sera la demande de son produit, c'est-à-dire les objets produits en vue d'acheter sa production, mais il ignore encore l'étendue de la production de ses concurrents. Telle branche de production vient-elle à donner des profits exceptionnels, elle gagnera bientôt la faveur des entrepreneurs et des capitalistes, mais il est à craindre que cette branche de production un moment favorisée ne vienne accuser au bout d'un temps plus ou moins long une surproduction. Mais cette surproduction, dit Say, sera une surproduction partielle, limitée à cette branche. L'idée d'une

1. Say. *Traité d'écon. pol.*, éd. Guillaumin, p. 142.

surproduction générale est contradictoire. Si l'on produit, c'est en vue de consommer, et une trop grande production trouve un débouché pour le surproduit dans l'accroissement de production des autres branches de la production. « Ce n'est donc que « relativement à l'époque où l'on se trouve qu'un « certain produit en particulier peut être trop abondant pour les besoins d'un pays (1) ».

Sismondi avait indiqué et avait même fortement insisté sur les inconvénients temporaires et graves de ces crises partielles, mais il n'a jamais songé à nier qu'en fin de compte l'équilibre se rétablît de lui-même, et tout ce qu'il demandait, c'était de supprimer dans la mesure du possible les malheurs occasionnés par ces périodes de transition, alors que Say ne s'en soucie que médiocrement.

§ 2. — CAUSES DES SURPRODUCTIONS PARTIELLES.

D'où proviennent maintenant ces surproductions partielles ? Elles proviennent tout d'abord — et en envisageant l'hypothèse d'une liberté indéfinie « qui « permettrait à une nation de pousser aussi loin « qu'elle voudrait tous les genres de production » — « de l'ignorance des producteurs ou des commerçants

1. Say. *Cours d'éc. pol.*, t. 2, p. 345.

« sur la nature et l'étendue des besoins dans les lieux
« où l'on adresse les marchandises (1) ».

On conçoit, en effet, que l'on peut produire d'une chose en particulier une quantité supérieure aux besoins, « car si, dans une société composée de dix
« mille familles de producteurs, cinq mille s'occu-
« paient à fabriquer des vases de faïence et cinq
« mille à fabriquer des chaussures, cette société au-
« rait incontestablement trop de vases et trop de
« chaussures, et manquerait de beaucoup d'autres
« choses non moins favorables à son bien-être. Mais
« en même temps, on conçoit que l'inconvénient
« naîtrait non pas de trop produire, mais de ne pas
« produire précisément ce qui convient (2) ».

Les entrepreneurs paient de leur fortune ces erreurs et l'équilibre au bout d'un temps plus ou moins long finit toujours par se rétablir.

Mais, encore une fois, de prétendre, comme Malthus et Sismondi, que les besoins sont limités en nombre, cela est inadmissible ; de même que de prétendre que la production à un moment donné puisse être supérieure à ces mêmes besoins dans les différentes entreprises. Car alors comment se ferait-il que dans les pays les plus civilisés, c'est-à-dire dont les

1. Say. *Troisième lettre à Malthus*. Œuvres diverses, éd. Guillaumin, t. 4, p. 435.

2. Say. *Sur la balance des consommations*. Œuvres diverses, éd. Guillaumin p. 251.

besoins sont les plus développés, « les sept huitièmes de la population manquent d'une multitude de produits regardés comme nécessaires je ne dirai pas dans une famille opulente mais dans un ménage modeste (1) ».

Nous replaçant ensuite dans les limites de l'ordre social, nous voyons apparaître une certaine quantité d'obstacles qui viennent empêcher, d'une part le développement de la production, d'autre part l'écoulement, la vente des produits et par suite occasionnent les crises de surproduction partielle.

D'abord la civilisation d'un pays peut être trop retardée pour que les hommes éprouvent les besoins que les produits sont capables de satisfaire. La chose dont on n'éprouve pas le besoin ne vaut jamais le prix qu'elle coûte. Toutes tentatives d'échéances avec un semblable pays se heurteraient à l'absence presque totale de débouchés et par conséquent de moyens de payer.

Ensuite l'art de produire peut-être trop avancé pour que l'on produise à peu de frais. Dans ce cas de nombreux consommateurs n'ont pas de moyens d'acheter suffisants.

Ou bien les vices de l'administration publique multiplient trop les frais de production. Tout impôt

1. Say. *Sur la balance des consommations*, Œuvres diverses, éd. Guillaumin, p. 252.

est une augmentation dans les frais de production. Quand il est exagéré, il peut porter le prix de certains produits à un taux si élevé que la satisfaction qui résulte de leur consommation ne dédommage pas le consommateur du sacrifice qu'il doit s'imposer s'il veut acheter.

Enfin, l'excès de population ayant épuisé toutes les denrées qu'elle peut se procurer à un prix modéré, la société ne peut s'en procurer davantage que par des frais qui en rendent les prix inaccessibles. Mais cette dernière hypothèse semble si loin de Say qu'il ne s'y arrête pas.

C'est de tous ces obstacles artificiels à la production que proviennent les engorgements qu'il importe de faire cesser.

§ 3. — REMÈDES AUX CRISES.

Les causes des crises ainsi bien déterminées, Say en voit la suppression dans une application toujours plus parfaite de la loi des débouchés. Que l'on favorise la production, que l'on développe les débouchés existants, que l'on en crée d'autres et les engorgements partiels d'une ou de plusieurs industries cesseront comme par enchantement. « Dans tout Etat, « plus les producteurs sont nombreux et les productions multipliées, et plus les débouchés sont faci-

« les, variés et vastes (1). » Que l'on ne craigne donc pas d'accélérer la production dans les diverses branches d'industries. La surproduction ne résultera jamais d'un excès de production, contrairement à ce que prétendent Malthus et Sismondi, si les produits créés répondent aux besoins et sont aptes à être échangés contre ceux existants.

L'intérêt de l'entrepreneur est à chaque époque et dans chaque situation de se conformer aux besoins du pays. L'ignorance des besoins et des limites de la production causée par l'étendue du marché ne constitue qu'un léger obstacle. Les producteurs sont avisés, par la hausse des profits, des industries pour lesquelles la demande est supérieure à l'offre; ils sont également avisés, par la baisse des profits, de celles pour lesquelles l'offre est supérieure à la demande. A eux de bien surveiller ce régulateur de la production et les crises seront en partie conjurées. Sans doute l'accommodation ne pourra se faire en un jour, sans doute l'équilibre sera partiellement et temporairement détruit, mais à la longue la surproduction d'une branche viendra absorber la surproduction passagère de l'autre.

Et, puisque la liberté de produire facilite les débouchés, et que c'est de ces débouchés seuls que l'on peut attendre la suppression des crises, que l'on en facilite

1. Say. *Traité d'économie politique*, p. 141.

l'ouverture de toutes les manières. C'est là, d'ailleurs, le but de toutes les civilisations. D'abord, et s'il s'agit de pays peu élevés en civilisation, que l'on développe chez les habitants de ces pays des désirs et des besoins nouveaux, ils travailleront alors pour offrir à leurs co-contractants des produits en échange de ceux qu'ils voudront acquérir. Autrement pas d'écoulement possible des produits des pays avancés en civilisation. C'est dans ce fait qu'il faut voir la raison des méventes subies par les marchandises anglaises transportées, en 1817 et 1818, en Italie, au Brésil, aux Indes Néerlandaises. Les Anglais s'adressaient à des peuples dont les moyens d'échange, par suite d'une insuffisance de production, étaient absolument limités.

Cette nécessité de développer les débouchés entre nations se fait davantage sentir dans l'intérieur d'un Etat entre les diverses provinces. Chaque nation, chaque province, chaque industrie est intéressée à la prospérité des autres nations, des autres provinces, des autres industries (1).

Ensuite, s'il s'agit de pays ayant une économie complexe et des débouchés nombreux et variés, que l'on se garde de les charger d'entraves. L'importation des produits étrangers est favorable à la vente des produits indigènes : abolissons donc dans la plus large mesure les tarifs douaniers qui, arrê-

1. Say. *Traité d'économie politique*, p. 144-145.

tant la production de certains produits, en élevant arbitrairement le coût de production d'autres produits, occasionnent de la façon la plus directe les crises dont on déplore les inconvénients.

De même que l'Etat comprenne la nécessité de s'opposer à toute élévation des impôts qui, en ajoutant au coût de production, rendent les produits trop chers pour les moyens de beaucoup de consommateurs. Cet effet de l'impôt exagéré est tellement indiscutable que Malthus lui-même le reconnaissait : « Un impôt peut mettre un terme à la
« production d'une marchandise si personne dans la
« société ne peut consentir à mettre à cette marchan-
« dise un prix conforme aux nouvelles difficultés de
« la production (1). » Aussi Say conclut-il : « Lever
« des impôts exagérés, c'est mettre une amende sur
« la production, sur ce qui fait exister la so-
« ciété (2). »

Par voie de conséquence, tout ce qui peut abaisser le coût de production favorise la production et la consommation et conjure les crises. Ainsi les machines et les moyens expéditifs, qui, développant la production, permettent le bon marché, font augmenter la consommation dans des proportions considérables, car « ce qu'on dépense en moins sur un

1. Malthus, *Principes d'économie politique*, p. 267.

2. Say, *Troisième lettre à Malthus*, p. 479.

produit peut être dépensé en plus sur un autre (1)».

Des objections de Sismondi qui s'élève si véhémentement contre les machines, il ne reste rien si l'on veut bien considérer qu'elles n'ont nullement réduit les salaires, bien au contraire, qu'elles ont augmenté le pouvoir de consommation des ouvriers en abaissant considérablement le coût des objets et denrées de première nécessité, que loin de les exproprier de leur travail elles leur ont ouvert de nouveaux débouchés et de nouveaux travaux, ainsi qu'en témoignent si indiscutablement les industries du livre et du coton.

De celle de Malthus qui prétendait que l'épargne des consommateurs, venant faire échec à l'écoulement des produits créés, était une cause indéniable de surproduction, Say fait également justice. Il n'y aura pas surproduction, dit-il, car cette épargne employée reproductivement servira à l'entretien de nouveaux travailleurs qui eux consommeront la production nouvelle. Et cet état de choses ne pourrait prendre fin qu'au jour où le capitaliste ne retrouverait pas dans cette reproduction le profit qui le détermine à épargner. Mais cette hypothèse de l'inexistence du profit semble à Say inadmissible. Quant à l'épargne improductive, la thésaurisation, elle est si peu importante, de si courte durée, qu'il ne semble pas utile de s'en préoccuper.

1. Say. *Quatrième lettre à Malthus*, p. 491.

Ce qui est encore plus critiquable chez Malthus, dit Say, c'est son ardent souhait de voir se développer la classe des consommateurs improductifs. Leur inutilité est cependant bien facile à prouver : ou bien leur instrument produit pour eux (capitalistes, propriétaires fonciers), et ils ne sont donc plus improductifs ; ou bien ils sont vraiment improductifs (bénéficiaires ecclésiastiques, courtisans) alors ils n'augmentent point la somme des consommations et leurs revenus, provenant de l'impôt, seraient tout aussi bien employés par les producteurs de la poche desquels ils viennent. Leur suppression ne fermerait aucun débouché. Bien au contraire, obligés de produire pour vivre, c'est alors qu'ils ouvriraient un nouveau débouché aux producteurs qui les entretenaient auparavant à ne rien faire, et ce sont ces derniers qui bénéficieraient de ce changement de situation.

§ 4. — APPRÉCIATION CRITIQUE DE LA THÉORIE DE SAY.

Ainsi résumée, car nous ne pouvons, dans une aussi courte étude, reprendre tous les exemples à l'aide desquels Say illustre ses raisonnements, sa doctrine, au point de vue théorique tout au moins, apparaît comme incontestablement supérieure à celles de ses contradicteurs. La loi des débouchés n'a

plus été, depuis la mort de Say, remise un seul instant en discussion. Quant à l'application qu'il en a faite à la théorie des crises, elle a recueilli l'adhésion presque unanime des économistes de tous les partis qui lui ont succédé. Une seule note discordante peut-être émane de M. Aftalion, qui, soutenant lui aussi la réalité des surproductions générales, reproche à Say de ne pas s'être placé comme il convenait sur le terrain de la valeur. Cet estimable économiste affirme que la valeur de tous les produits pouvant baisser en présence de besoins moins impérieux ou plus changeants il peut résulter de cet état de choses une surproduction qui est parfaitement générale. Nous examinerons plus loin son argumentation et ce qu'on peut en conclure.

Quant aux causes des crises de surproduction, exposées par Say, elles semblent à l'heure actuelle indiscutables. L'exemple des progrès industriels et commerciaux, résultant du prodigieux essor économique de toutes les nations civilisées au xix^e siècle, est venu apporter une éclatante confirmation du bien-fondé des exhortations de Say aux producteurs. La civilisation de nations jusqu'alors barbares, en développant leurs débouchés et leur commerce dans des proportions incalculables, est encore venue ajouter aux exemples cités par Say dans ses ouvrages.

Son éloquent appel en faveur du machinisme, de l'industrialisme, a également trouvé dans la succes-

sion des temps toute la justification qu'il pouvait souhaiter.

Tout ce que l'on pourrait peut-être discuter dans l'œuvre de Say, ce serait son indifférence pour les périodes de transition et les malheurs qu'elles occasionnent, et, sur ce point, les apostrophes enflammées de Sismondi viennent apporter un juste correctif à la rigueur toute doctrinale de Say ; ce serait également, en se plaçant au point de vue de l'économie nationale, sa critique trop sévère des douanes et des impôts, qui, sans être fausse en soi, devrait cependant comporter certaines restrictions. Sa doctrine n'en reste pas moins, abstraction faite de ces quelques applications pratiques un peu erronées, absolument exacte au point de vue théorique.

Peut-on dire alors que l'application des remèdes qu'il a indiqués ait conjuré les crises ? Certes non ; les crises sont au contraire de nos jours plus fréquentes, plus étendues, plus graves qu'elles ne l'étaient au commencement du xix^e siècle. Non pas que les moyens qu'il proposait pour les enrayer eussent manqué de justesse, mais parce que son appréciation des crises, de leurs causes et de leurs remèdes était, malgré tous ses efforts, superficielle, et ses explications insuffisantes ; parce que l'on devait dans la suite, et à mesure que ce phénomène apparaissait de nouveau, lui découvrir une évolution et d'autres causes que Say, malgré sa très réelle perspicacité, ne pouvait révé-

ler à ses contemporains parce qu'il discutait sur un phénomène trop peu connu, trop rarement constaté encore pour lui permettre d'en donner une étude complète et décisive.

Qu'on lui sache gré cependant de l'immense contribution qu'il a apportée à la science économique. Que l'on s'accorde à reconnaître sa pénétrante observation et la belle hardiesse de son explication des crises. D'ailleurs, nous aurons fait de lui le plus bel éloge que l'on puisse en faire, lorsque nous aurons démontré, dans le chapitre suivant, que la doctrine des crises qui prévaut à l'heure actuelle trouve encore son fondement dans l'explication qu'il en a donnée.

SECTION II

Les disciples de J.-B. Say

§ 1. — RICARDO.

L'école anglaise a fourni, en la personne de Ricardo, un auxiliaire précieux à Say. Sur bien des points, en effet, Malthus et Ricardo, les deux pessimistes, sont en complet accord. Leur divergence d'opinion, qui rapproche Ricardo de Say sur cette question des crises de surproduction, n'en est que plus remarquable.

« M. Say a prouvé de la manière la plus satisfai-

« sante, dit Ricardo (1), qu'il n'y a point de capital,
« quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être
« employé dans un pays, parce que la demande des
« produits n'est bornée que par la production. Per-
« sonne ne produit que dans l'intention de consom-
« mer ou de vendre la chose produite, et on ne vend
« jamais que pour acheter quelque autre produit qui
« puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer
« à la production future. Le producteur devient donc
« consommateur de ses propres produits, ou ache-
« teur et consommateur des produits de quelque
« autre personne. Il n'est pas présumable qu'il reste
« longtemps mal informé sur ce qu'il lui est plus
« avantageux de produire pour atteindre le but qu'il
« se propose, c'est-à-dire pour acquérir d'autres pro-
« duits. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il conti-
« nue à produire des choses pour lesquelles il n'y
« aurait pas de demande.

« Il ne saurait donc y avoir, dans un pays, de ca-
« pital accumulé quel qu'en soit le montant, qui ne
« puisse être employé productivement (2). . . .

« On n'achète des produits qu'avec des produits,
« et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel

1. Ricardo. *Principes d'économie politique*. Œuvres diverses, Guil-
laumin, ch. 21.

2. Ricardo. *Princ. d'économ. pol.* Œuvres complètes, éd. Guillaumin,
p. 286.

« l'échange s'effectue. Il peut être produit une trop
« grande quantité d'une certaine denrée, et il peut
« en résulter une surabondance telle sur le marché
« qu'on ne puisse en retirer ce qu'elle a coûté, mais
« ce trop-plein ne saurait avoir lieu pour toutes les
« denrées (1).

« Il résulte donc de ces développements qu'il n'est
« pas de limite pour la demande; pas de limite pour
« l'emploi du capital toutes les fois que le capital
« donne quelque profit; et que ces profits ne peu-
« vent baisser que par suite de la hausse des salai-
« res (2). »

Par la lecture de ces quelques lignes, on peut se convaincre de la concordance d'idées de Ricardo avec Say.

Cependant, tout en soutenant contre Malthus l'impossibilité des surproductions générales, Ricardo ne peut s'empêcher d'indiquer une cause des surproductions partielles, qu'il déduit de ses théories de la rente et de la baisse tendancielle des profits, de laquelle Malthus a pu dire, non sans quelque raison, qu'elle renversait l'argumentation de Ricardo et constituait en réalité une justification des surproductions générales. « Il n'y a qu'un seul cas, dit Ricardo, et celui-

1. Ricardo. *Princ. d'écon. pol.* Œuvres complètes, éd. Guillaumin, p. 271.

2. Ricardo. *Princ. d'écon. pol.* Œuvres complètes, éd. Guillaumin, p. 274.

« là n'est que temporaire, dans lequel l'accumulation
« du capital, accompagné du bas prix des subsistances,
« puisse amener une baisse des profits : cela arrive
« lorsque les fonds destinés à faire subsister les ou-
« vriers s'accroissent plus vite que la population.
« Dans ce cas, les salaires seront forts et les profits
« faibles. Si tout le monde renonçait à l'usage des
« objets de luxe et ne songeait qu'à accumuler, il
« se produirait une quantité d'objets de première né-
« cessité dont il ne pourrait pas y avoir de consom-
« mation immédiate. Il pourrait incontestablement
« y avoir engorgement général de ces produits, et
« par conséquent il se pourrait qu'il n'y eût ni de-
« mande pour une quantité additionnelle de ces ar-
« ticles, ni profits à espérer par l'emploi d'un nou-
« veau capital. En cessant de consommer, on cesse-
« rait de produire. » Et il ajoute : « Cette concession
« n'est pas en opposition avec le principe général (1). »

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que cette hypothèse, que l'abstraction dans laquelle se tient généralement Ricardo lui a suggérée, est bien inadmissible. Certes Malthus était mal fondé à s'en prévaloir qui avait écrit un livre entier et justement célèbre (2) pour prouver que la population était naturellement réglée par les moyens de subsistance. Mais de plus

1. Ricardo, *op. cit.*, p. 271.

2. Malthus. *An essay on the principle of population*, 2^e éd., 1803.

le jeu de la loi de la rente a, depuis Ricardo, été sérieusement mis en question et il semble bien que jusqu'à notre époque même son fonctionnement ait été suspendu. Enfin, l'inexistence du profit dans les sociétés capitalistes n'a jamais pu être prouvée. Loin de là, les salaires et les profits ont augmenté dans le cours du XIX^e siècle d'une façon sensiblement proportionnelle.

L'adhésion de Ricardo à la doctrine de Say reste donc totale si l'on veut bien négliger l'objection restrictive qu'il a présentée et dont l'avenir n'a nullement prouvé le bien-fondé.

§ 2. — DESTUTT DE TRACY.

Destutt de Tracy, contemporain de Say(1), souscrit également sans réserve à la doctrine de celui-ci.

« Certainement la consommation est la cause de la
« production en ce sens que nous ne produisons que
« pour consommer... Elle en est encore la cause en
« ce sens que les gens industriels ne produisent que
« parce qu'ils trouvent des consommateurs de leurs
« productions ; c'est ce qui fait dire avec raison que
« la vraie manière d'encourager l'industrie est d'ac-
« croître l'étendue du marché et d'augmenter par là

1. Destutt de Tracy, *Traité d'économie politique* (ouvrage paru en 1823).

« la possibilité du débit. Sous ce rapport il est vrai
« encore de dire que la consommation est la mesure
« de la production, car où le débit cesse la produc-
« tion s'arrête (1). »

§ 3. — MAC CULLOCH.

Avec Mac Culloch (2), nous trouvons un adversaire plus sérieux de Malthus et de Sismondi. C'est pourquoi ce dernier a-t-il cru devoir lui répondre personnellement dans le premier article de ses « Eclaircissements relatifs à la balance des consommations avec les productions (3) ».

Mac Culloch, économiste anglais, reproduit intégralement, en l'illustrant d'exemples pris dans l'histoire économique de son pays, la doctrine de J.-B. Say.

Il nie, comme Say, les surproductions générales, mais admet comme lui les surproductions partielles.
« On peut quelquefois produire trop d'une certaine
« denrée, mais il est tout à fait impossible qu'il y ait
« excès de production pour toutes à la fois (4). »
L'existence d'une absence de disposition à consommer, invoquée par Malthus, lui semble inadmissible,

1. Destutt de Tracy, *op. cit.*, p. 250.

2. Mac Culloch, *Principes d'économie politique* (ouvrage paru en 1825).

3. Ouvrage cité, p. 43 en note.

4. Mac Culloch, *op. cit.*, p. 214 et sqq.

et, dans l'exemple du Mexique, invoqué par cet économiste, Mac Culloch voit seulement, ce qui est exact, une absence de disposition à produire.

Quant à la passion d'accumuler, elle n'a point de limites, dit-il ; les fonds inemployés d'une industrie se lancent dans une autre, et, contrairement aux affirmations de Sismondi, la demande de travail ne diminue jamais.

Aussi puisqu'en doublant la production, on double le bien-être, il ne faut surtout pas craindre de développer les machines qui amènent le bon marché et développent la consommation. « Toute introduction d'une machine perfectionnée doit augmenter la masse du travail demandé en même temps que, par la diminution du prix des denrées, elle donne à la classe ouvrière, concurremment avec les autres, une plus grande facilité pour se procurer les choses nécessaires et commodés de la vie. » Le préjudice qu'elles peuvent causer aux ouvriers n'est que momentané.

Mac Culloch termine en indiquant comme remèdes aux surproductions partielles : la liberté commerciale absolue, sans aucune intervention gouvernementale, le développement chez les producteurs d'un sentiment de prudence qui leur évitera les engorgements de certaines branches.

§ 4. — SENIOR.

Senior, dans ses *Principes d'économie politique* (1), est aussi affirmatif, dans le sens de Say, que les économistes que nous venons de passer en revue. Il essaye de démontrer l'impossibilité des surproductions générales, contre Malthus et Sismondi, en prouvant qu'il est inadmissible de supposer : d'une part, l'impossibilité de la rencontre des objets échangeables ; d'autre part, une satiété générale de toutes choses (2). Il reconnaît, par contre, la possibilité des surproduction partielles. Quant aux machines, il s'applique à démontrer les résultats merveilleux qu'elles ont permis d'obtenir depuis leur apparition, c'est-à-dire depuis soixante ans ; elles ont doublé la population, plus que doublé les salaires, et triplé les loyers dans l'Angleterre et l'Écosse méridionale (3).

§ 5. — ROSSI.

Rossi nous représente déjà une époque plus rapprochée de nous. Disciple de Say et son successeur, il reprend en entier l'examen de la question des

1. Ouvrage paru en 1826.

2. Senior. *Princ. d'éc. pol.*, p. 217.

3. Senior, *op. cit.*, p. 346.

crises, et, tout en donnant son adhésion entière à l'œuvre de Say, il la commente et l'apprécie.

Faisant pour la première fois une distinction entre l'économie politique pure et l'économie politique appliquée, il approuve tout à la fois la rigueur dogmatique de Say et la sollicitude de Sismondi à l'égard des producteurs et ouvriers cruellement éprouvés dans les périodes de transition.

Une partie de son *Cours d'économie politique* (1) est réservée à l'examen des crises de surproduction et des discussions auxquelles elles ont donné lieu. Il entend d'abord prouver que les surproductions générales sont inadmissibles et même insoutenables. L'encombrement auquel on fait allusion, dit-il, ne peut se comprendre pour des choses sans aucune valeur et sans utilité. Il ne peut davantage exister des choses utiles en telle surabondance que personne n'en voudrait plus. La crainte d'une production supérieure aux besoins n'est qu'une rêverie. Absurde également, dit-il, l'hypothèse de la surproduction causée par une grande baisse des valeurs en échange, car, dans ce cas, la population peu fortunée profiterait de la réduction des prix et consommerait davantage. Il ne pourrait donc s'agir, pour les économistes qui admettent les surproductions générales,

1. Rossi, *Cours d'économie politique* (ouvrage paru en 1833-1840), t. 2, leçons 9, 10, 11.

continue Rossi, que d'une baisse ruineuse et constante de tous les prix, par excès de l'offre sur la demande. Mais cette hypothèse, comme les précédentes, est inadmissible. Il n'est pas permis de supposer que chacun offre et offre trop parce qu'il ne demanderait pas, ou bien que chacun offre et chacun demande sans trouver de réponse à sa demande. Si tous produisent beaucoup, il n'y a pas d'offre qui ne rencontre une demande. Il ne peut donc y avoir que surproduction partielle. « C'est un rêve que
« d'imaginer un manque d'équilibre dans une équa-
« tion dont tous les termes montent ou baissent
« également (1). »

Aussi Rossi reproche-t-il à Say d'avoir laissé croire que l'objection de l'engorgement général se fondait sur une hypothèse possible que les termes n'impliquaient pas.

Il lui reproche encore, dans un ordre d'idées différent, et au point de vue de l'économie politique appliquée, de n'avoir pas attaché assez d'importance au fait des encombrements partiels. Ces encombrements sont indéniables. Un progrès égal, constant, indéfini dans toute sorte de production ne peut se concevoir, en raison des entraves de toute nature auxquelles chaque industrie est en butte. Mais il convient, quoique l'équilibre se rétablisse forcément [de lui-même à

1. Rossi, *op. cit.*, t. 2, p. 227.

la longue, de remédier aux engorgements partiels et temporaires causés soit par l'ignorance des besoins du marché, soit par le défaut d'équilibre entre les forces productives, soit par l'accroissement irréfléchi de la population, soit encore par l'introduction soudaine de machines nouvelles et puissantes, ou par le passage soudain d'un état politique à un autre, et même par une brusque transition d'un système à un autre en matière d'importations et d'exportations.

Les remèdes à employer varieront avec la cause de la surproduction. Ce sera tantôt d'instruire les producteurs et de leur faciliter la connaissance du marché, tantôt de régler progressivement l'introduction des machines et de procurer une dérivation d'occupation aux ouvriers. En résumé, il s'agit d'adoucir autant que possible les souffrances occasionnées aux entrepreneurs et aux ouvriers par les périodes transitoires. C'est une besogne dont les hommes d'État peuvent et doivent se charger.

Malgré ces tempéraments à la rigueur de la doctrine de Say, Rossi n'en conclut pas moins aussi affirmativement que lui : il faut augmenter le capital dans l'intérêt des travailleurs, c'est-à-dire le livrer à la consommation reproductive sans craindre de surproduction, il faut développer sans cesse la production, par conséquent favoriser les inventions nouvelles et les machines qui amènent une baisse des prix, indice de progrès dans la civilisation.

§ 6. — DUNOYER.

Dunoyer, le plus intransigeant des économistes, de l'école libérale, ne pouvait manquer, dans ses divers ouvrages, de donner son adhésion à la doctrine de Say (1).

Cependant, comme nous le verrons dans un instant, ce n'est pas sans quelques réserves, et il est curieux d'étudier, dans ses *Notices d'Economie sociale* (2), les quelques idées intéressantes et inattendues qu'il formule relativement aux crises de surproduction, idées qui l'écartent de la doctrine de Say, et de celle soutenue par lui dans ses autres ouvrages, pour le rapprocher sur certains points de Sismondi.

Dans la *Liberté du travail*, pénétré des bienfaits de l'industrie, de la liberté du commerce, et de la

1. Dunoyer. *De la liberté du travail ou simple exposé des conditions dans lesquelles les forces humaines s'exercent avec le plus de puissance*, 3 vol. Paris, Guillaumin, 1845. — *L'industrie et la morale dans leurs rapports avec la liberté*. Paris, 1825. — *Examen de quelques reproches adressés aux tendances industrielles de notre temps* (Académie des sciences morales et politiques, t. 3, p. 440).

2. *Notices d'Economie sociale*. Paris, Guillaumin, 1870. Cf. *Fragments de critique économique*: §1, Examen critique du *Traité d'économie politique* de J.-B. Say ; vues nouvelles sur la science (article paru dans la *Revue Encyclopédique* d'avril 1827, t. XXXIV) et § 2, Observations sur les *Nouveaux principes d'économie politique* de M. de Sismondi (article paru dans la *Revue Encyclopédique* de juin 1827, t. XXXIV).

concurrence, il ne peut que se rallier en termes très nets à la loi des débouchés. « La première condition
« de la liberté des échanges, c'est que tous les arts
« qui créent des produits ou rendent des services
« entre lesquels les échanges se peuvent opérer, aient
« pris un grand développement et aient à former
« beaucoup d'offres et de demandes. Plus sont avan-
« cés les travailleurs de toutes les classes qui parti-
« cipent à leur action, plus ils sont en mesure de
« rendre des services, plus ils font de choses et les
« font bien, car plus ils les font bonnes et à des prix
« modérés et plus les échanges de toute espèce sont
« faciles. C'est la production qui ouvre des débou-
« chés aux produits.

« Cette vérité que Smith avait entrevue, mais dont
« le développement appartient à J.-B. Say, est tout
« à fait capitale (1). »

Et plus tard, dans ses *Observations sur les Nouveaux principes d'Economie politique de M. de Sismondi* (2), il confirme ce sentiment : « Cette doctrine
« (des débouchés) est aussi vraie qu'elle est ingé-
« nieuse. Il est très certain qu'on n'achète les produits
« qu'avec des produits, que les produits s'achètent
« les uns les autres, et que chacun d'eux a d'autant
« plus de chances de se vendre : 1° qu'il se présente
« sur le marché avec plus d'avantage, c'est-à-dire

1. Dunoyer, *De la liberté du travail*, t. 2, p. 437.

2. Dunoyer, *Notices d'Économie sociale*, p. 235.

« qu'il est meilleur et moins cher ; et 2° qu'il s'y
« trouve entouré d'une plus grande variété d'autres
« produits entre lesquels il est possible de l'échan-
« ger. »

Mais, ajoute Dunoyer, M. Say n'a peut-être pas tiré de cette doctrine toutes les conséquences qu'elle était susceptible de produire, et, notamment, il n'a pas suffisamment insisté sur la possibilité des surproductions partielles dues principalement au défaut de talent des spéculateurs (1).

En ce sens, si Say répond victorieusement à Sismondi que les surproductions partielles sont dues, non pas à une surproduction de certaines branches, mais bien plutôt à une sous-production d'autres branches moins favorisées ou peu développées, et conclut qu'il faut fortifier les moyens d'achat des industries sous-productives, en augmentant leur production, il n'établit nullement qu'il soit un bien « que certains produisent plus que les autres n'ont le moyen d'acheter » (2). Sismondi, continue Dunoyer, est alors bien fondé à se plaindre de l'excès de production de certaines industries relativement au désir et au moyen d'acheter des autres branches de production. « Convenons donc, dit-il, qu'il est possible, sinon de trop produire, au moins de faire « trop de marchandises, comme ne cesse de s'en

1. Dunoyer, *Notices d'Économie sociale*, p. 215, 216.

2. Dunoyer, *Notices d'Économie sociale*, p. 234.

« plaindre M. de Sismondi et comme le reconnaît
« lui-même M. Say (1). »

Les conséquences de l'excès de production : déperdition de capitaux, souffrances cruelles pour plusieurs classes de la population, pour les entrepreneurs, pour l'épargne, pour les ouvriers surtout justifient les véhémentes protestations de M. de Sismondi.

Cette atténuation, un peu platonique, apportée à la rigueur de la doctrine de Say, sur le fait même des crises de surproduction et leur étendue, conformément aux conclusions de Sismondi, Dunoyer, se mettant par là même un peu en contradiction avec lui-même, n'en revient pas moins résolument à la doctrine optimiste de la plus grande liberté.

Aux critiques portées contre le développement de l'industrie sous quelque forme qu'il se présente par Malthus et Sismondi, il répond d'un mot : « Non seulement la liberté du travail, la concurrence, les machines, la séparation des occupations, l'accumulation du capital ne sont pas pour les classes laborieuses des causes de misère, mais par l'activité qu'elles impriment, mais par l'immense extension qu'elles donnent à tous les travaux, elles deviennent pour elles des instruments de prospérité, des sources fécondes de bien-être (2). » Et il ajoutera

1. *Notices d'Économie sociale*, p. 235.

2. *De la liberté du travail*, t. 1, p. 434.

plus tard : « Ce n'est pas dans nos moyens de produire qu'il faut chercher la cause de l'abus que nous faisons de ces moyens ; c'est dans la difficulté d'en faire un bon usage (1). » Les surproductions partielles proviennent ou bien « de l'ignorance du marché, de l'extrême difficulté de le connaître » (2) ou bien « de l'imprudence des producteurs qui cessent de se contenir au milieu du succès » ; ou bien encore « de l'imprévoyance des ouvriers qui dépensent tous leurs profits ou se multiplient avec une fécondité bestiale (3) ».

Aussi, pour Dunoyer, qui se rapproche encore une fois de Sismondi, la principale explication des crises ne réside pas dans l'insuffisance de production, comme le prétend Say, mais bien plutôt « dans la manière dont les marchandises de toute espèce sont distribuées »... « La faculté de vendre ne tient pas seulement à la quantité des choses produites, ni à la bonne proportion existante entre ces choses : elle tient surtout à la manière dont elles se répartissent dans la société à mesure qu'elles se font (4)... » « Pour que les débouchés soient très étendus, pour que les échanges soient nombreux et faciles, il ne suffit donc pas, comme le disent

1. *Notices d'Econ. soc.*, p. 236, 237.

2. *Notices d'Econ. soc.*, p. 237, 238.

3. *De la liberté du travail*, t. 1, p. 450.

4. *Notices d'Econ. soc.*, p. 239.

« M. Say et d'autres économistes après lui, qu'il se
« fasse une grande quantité de produits, ni que ces
« produits soient dans un bon rapport les uns à
« l'égard des autres, il faut en outre qu'ils soient
« convenablement distribués dans les mains de la
« population (1). »

Or, qu'il y ait une répartition inadéquate des richesses, cela ne saurait faire aucun doute. « Ce que nous
« voyons, dit-il, c'est que, dans le temps où quelques
« hommes regorgent de biens, des millions d'hommes
« ont à peine de quoi vivre ; c'est que ce monde-ci
« est une galère où la masse des passagers, en ramant
« à tour de bras pendant quatorze heures sur vingt-
« quatre, gagne à peine assez de pain pour se nour-
« rir, tandis qu'un petit nombre d'individus recueil-
« lent sans effort dix fois plus de bien que le faste
« le plus extravagant n'en peut détruire... Je dis que
« c'est là la principale cause de la facilité avec laquelle
« s'engorgent les marchés, cause tellement saillante
« qu'il est vraiment étrange qu'elle n'ait pas encore
« été remarquée (2). »

C'est un point en effet que Say a complètement négligé de considérer. Dunoyer, voulant essayer de l'éclaircir, se trouve encore une fois en conformité d'opinions avec Sismondi : une des causes des sur-

1. *Notices d'Econ. soc.*, p. 240.

2. Dunoyer, *Notices d'Econ. soc.*, p. 240.

productions serait la sous-consommation capitaliste et la sous-consommation ouvrière.

Mais Dunoyer est trop libéral pour suivre longtemps Sismondi dans cette voie et nous allons bientôt, et pour terminer, le voir revenir à Say et à la doctrine optimiste. Il rejette formellement les remèdes proposés par Sismondi. « Si la puissance productive
« n'est pas coupable de l'abus que l'on fait des forces
« qui la constituent, elle ne l'est sûrement pas davantage du partage inégal qui s'opère entre tous
« les producteurs des fruits de la production. Il est
« impossible d'apercevoir la moindre liaison entre
« les progrès de l'industrie et les souffrances des
« classes ouvrières. Si ces classes ne prennent pas
« dans les fruits du travail une part proportionnée
« au poids de leur tâche, la faute n'en est pas plus
« aux inventions nouvelles qu'aux accumulations de
« capitaux. Les causes de ce mal sont dans la manière
« dont les choses ont commencé, dans le partage
« inégal qui s'est fait d'abord de la richesse, dans
« l'expropriation originaire des classes les plus nombreuses de la société, dans l'état de servitude où
« elles ont été retenues pendant des siècles, et où elles
« se trouvent encore en beaucoup de pays, dans les
« impôts dont ailleurs on les écrase, dans les obstacles de toute espèce mis aux progrès de leur aisance et de leur instruction, dans les lois qui les
« empêchent de tirer de leur travail le meilleur parti

« possible, dans celles qui favorisent à leur détriment
« des maîtres à qui leur position donne déjà tant
« d'avantages sur elles (1)... »

Mais, ajoute Dunoyer, si l'idée de M. de Sismondi d'améliorer le sort des classes ouvrières est excellente, « on ne saurait vouloir que le législateur pour-
« voie directement au bien-être des classes inférieu-
« res ; et encore moins peut-on lui demander d'assurer
« leur bien-être en se chargeant de ralentir ou d'accé-
« lérer, au gré de sa sagesse, les mouvements de
« l'industrie et de la population (2) ».

Le vrai remède consiste au contraire pour Dunoyer dans une liberté de plus en plus grande de l'industrie et du commerce, c'est-à-dire dans la suppression de toutes les entraves qui existent à l'époque où il parle : douanes, privilèges, monopoles, interventions gouvernementales. « Tous les peuples de la terre peu-
« vent prospérer à la fois », et les crises « résultent
« uniquement d'un défaut de compréhension de leur
« intérêt par les hommes (3) ».

§ 7. — JOHN STUART MILL.

Dans la théorie de John Stuart Mill (4), nous constatons une évolution de la pensée économique et une

1. Dunoyer. *Notices d'Econ. soc.*, p. 243.

2. Dunoyer. *Notices d'Econ. soc.*, p. 245.

3. Dunoyer. *L'industrie et la morale*, p. 369 et sq.

4. John Stuart Mill. *Principes d'Économie politique*. Ouvrage paru en 1848, t. 2, p. 86 à 93.

nouvelle interprétation des crises basée sur l'explication de certains phénomènes de circulation.

Un premier point est immédiatement éclairci par cet auteur ; c'est l'impossibilité des surproductions générales. Contrairement à Chalmers, Malthus et Sismondi, Stuart Mill affirme : 1° que la production des marchandises ne peut pas excéder la puissance d'acquérir, car ce sont les marchandises qui servent à payer les marchandises ; 2° que la quantité des marchandises n'excède jamais le désir qu'on a de les consommer. Il peut arriver simplement que la production ne se règle pas sur les besoins à satisfaire, auquel cas on se trouve en présence d'une surproduction partielle.

Cette critique de Malthus et de Sismondi présentée, J. Stuart Mill s'écarte cependant de la doctrine de Say. Si la crise ne résulte pas d'un excès de production, elle est la conséquence de l'excès des achats de spéculation qui entraîne une contraction du crédit. Le développement de la spéculation, soutenue par les appels au crédit, a pour effet certain de faire hausser les prix en augmentant la demande des produits ou des services productifs. Mais il arrive un moment où le capital circulant vient à manquer, où la production ne trouve plus d'acheteurs. Les prix baissent alors, et, la confiance disparaissant, la crise devient inévitable. Ce n'est donc pas dans l'amélioration des lois régissant la production et la consom-

mation qu'il faut chercher le remède aux crises, mais dans l'amélioration de la circulation.

§ 8. — MICHEL CHEVALIER.

Avec Michel Chevalier(1), nous revenons purement et simplement à la doctrine de Say. Les produits ne se paient qu'avec des produits. Les surproductions partielles proviennent, non pas de ce qu'une industrie a trop produit, mais de ce que les autres n'ont pas produit assez. Pour éviter ces surproductions, il faut que la production soit réglée et harmonique. Tout ce qui peut améliorer et développer la production, comme les machines, est un bien à la seule condition que l'accroissement de production se fasse sans trop de saccades et même avec une certaine lenteur.

1. Michel Chevalier. *Cours d'économie politique*. Ouvrage paru en 1850, t. I, p. 329 à 348.

CHAPITRE IV

L'évolution des crises et des doctrines jusqu'à la période contemporaine

SECTION I

Les crises de 1830 à 1907

§ 1. — CRISES DE 1836, 1839, 1847.

Les économistes que nous venons d'étudier promettaient à la postérité, sous réserve de l'observation par elle des prescriptions qu'ils édictaient, la suppression des crises. L'avenir devait se jouer de leurs efforts et démontrer que le phénomène qu'ils relaient et observaient présentait des complications insoupçonnées, non susceptibles d'être solutionnées aussi aisément. Les crises, loin de disparaître, se représentèrent au contraire à intervalles périodiques avec une régularité presque mathématique, embrasant chaque fois une étendue de territoire plus considérable et affectant un caractère d'acuité et de gravité sans cesse accru.

La première dépression survient en 1836, après un essor des chemins de fer, des voies navigables et des

mines causé, vers 1830, par la conversion du 4 % anglais de 1822 en 3 1/2 %. Elle atteint la France, l'Angleterre et un peu les Etats-Unis qui s'ouvrent à la civilisation. Les faillites, les chômages nombreux accusent et révèlent le malaise économique. La liquidation se poursuit cependant normalement, malgré la rechute de 1839 occasionnée par de nouveaux krachs financiers.

L'équilibre enfin rétabli, un nouvel essor se fait jour, motivé : d'une part, par des découvertes importantes (marteau-pilon, laminoir, moulage de la fonte), et, d'autre part, par une nouvelle conversion du 3 1/2 % anglais en 3 1/4 %. L'Angleterre et la France poussent activement la construction de nouvelles lignes de chemins de fer et les progrès des industries minière et métallurgique. La hausse du coût d'entreprise, les erreurs dans la prévision des devis, la politique du gouvernement concessionnaire, arrêtent la production. La Bourse s'en trouve affectée, les valeurs baissent à Londres et à Paris, et, en 1847, la crise est ouverte. Elle est conjurée dans un intervalle de temps relativement court grâce au concours des Banques d'Angleterre et de France.

§ 2. — LES CRISES DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE.

Dès 1850, la reprise des affaires se constate dans tout le monde civilisé ; aussi bien aux États-Unis qu'en

France, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne. Des exploitations considérables de mines nouvellement découvertes de métal précieux motivent cet essor. En France, en Angleterre, en Allemagne on construit des chemins de fer, des navires; les industries de la mine et du fer bénéficient de ce renouveau d'entreprise. En Allemagne, en Hollande, en Autriche l'essor porte également sur l'industrie du bâtiment et le développement des centres industriels. En 1857, la production s'arrête : les mines d'or ont donné des mécomptes, les chemins de fer ne présentent pas les résultats attendus. Les prix baissent, les salaires aussi; les banques chutent en grand nombre, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis.

Après un nouvel essor, caractérisé en France par l'activité des placements étrangers, dont se fait l'intermédiaire principal le Crédit mobilier; en Angleterre par la création des sociétés à responsabilité limitée, deux crises de change surviennent coup sur coup. L'une en 1861 est causée par la réalisation par les Etats-Unis de leurs créances sur l'Europe, à l'ouverture de la guerre civile, l'autre en 1864 est motivée par la nécessité pour l'Europe de payer en argent les fournitures de coton faites par l'Inde, le Brésil et l'Egypte, pays monométallistes argent, à défaut des Etats-Unis absorbés par leurs difficultés intérieures. La crise véritable de surproduction ne se fait sentir qu'en 1866. L'épargne française est atteinte par les

mécomptes que présentent les chemins de fer étrangers qu'elle a permis de créer. L'épargne anglaise ne trouve pas dans l'exploitation de ses propres lignes les profits qu'elle attendait. Les banques, comme toujours les premières atteintes, suspendent en grand nombre leurs paiements. Les capitalistes restreignent leurs dépenses et les ouvriers meurent de faim.

La situation économique internationale change brusquement à partir de 1870. Le foyer des crises qui s'était tenu, durant un siècle environ, en France et en Angleterre, seuls pays industriels à cette époque, se déplace. Il abandonne, dans une certaine mesure, ces pays économiquement vieux, c'est-à-dire déjà pourvus d'un outillage puissant, et en décroissance de progrès industriel et commercial, pour s'installer dans les pays plus neufs, en voie de progrès rapide : les Etats-Unis et l'Allemagne.

Ainsi la crise de 1873 est essentiellement allemande et américaine. Les Etats-Unis veulent rattraper le retard dans la production que leur a causé leur guerre civile; les Allemands veulent profiter des avantages qu'ils ont obtenus dans leur guerre de 1870 contre les Français. L'audace de la production dans ces deux pays ne connaît plus de bornes, et toutes les industries se développent considérablement. L'Angleterre suit lentement, bénéficiant seulement de l'exportation que sollicitent d'elle ces deux pays. La France répare à l'intérieur ses désastres de 1870.

Au début de 1873, un arrêt se constate dans la production. La Bourse de Vienne, où la spéculation et l'agiotage avaient été particulièrement excessifs, croule en mai 1873. Les grandes banques (Jay, Cooke and C^o) sombrent aux Etats-Unis. Effet habituel : le luxe diminue, les chômeurs sont légion aux Etats-Unis, en Allemagne, à Vienne.

La crise qui suit semble, au contraire, provenir de France. Ce pays s'est relevé de sa défaite de 1870. Le vote et la mise à exécution du plan de travaux publics conçu par M. de Freycinet, la loi de 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local favorisent l'esprit d'entreprise et la production qui se donnent libre carrière. Les États-Unis poursuivent leur marche ascendante, continuent fiévreusement la construction de leurs railways et développent, grâce aux émigrants, leur agriculture. Par contre, les progrès de l'industrie allemande et anglaise à cette même époque sont plutôt lents : l'Allemagne manque de capitaux et l'Angleterre de débouchés lucratifs. La crise apparaît en France en 1882. Une grande banque d'émissions, l'Union générale, sombre, entraînant avec elle de nombreuses autres maisons. Les travaux publics subissent un temps d'arrêt. Retardée en Amérique par un protectionnisme excessif, la crise ne s'y fait sentir qu'en 1883-1884 ; elle n'en est que plus intense. La panique du crédit, causée par la spéculation et la circulation de nombreux effets de complaisance, y

est considérable. Les banques chutent en grand nombre et la Bourse est particulièrement atteinte. Comme toujours les ouvriers subissent des pertes aussi cruelles que les capitalistes.

Sur ces entrefaites, l'Allemagne s'est remise de sa secousse de 1873. De son côté l'Angleterre a trouvé de nombreux débouchés dans les républiques sud-américaines. Les Etats-Unis continuent sans relâche leur marche en avant. Un essor en résulte. La Bourse accuse une hausse sensible à Berlin, à Londres, à New-York en 1888-1889. Les prix augmentent, avec eux les profits et les salaires. Mais, en 1890, l'Angleterre s'aperçoit qu'elle a fait fausse route et que ses placements ne donnent pas les résultats espérés. Les banques émettrices des valeurs sud-américaines subissent le contre-coup de la dépréciation de ces titres et paient de leur existence l'erreur commise. L'Allemagne, qui a pris sa part de ces émissions, supporte sa part des pertes subies et se trouve davantage atteinte encore par la crise intérieure qui arrête son essor industriel. Les Etats-Unis prolongent leur essor jusqu'en 1893. A cette époque, leurs chemins de fer accusent un déficit considérable ; la production se ralentit. Comme d'usage, les mines, l'industrie métallurgique, les banques supportent tout le poids de la crise. La Bourse accuse, dans ces trois pays, des pertes énormes. Les chômeurs sont nombreux, surtout en Amérique ; et la criminalité augmente.

§ 3. — LES CRISES AU XX^e SIÈCLE.

Dans la période contemporaine, les crises de surproduction sont plus connues et très étudiées. Le Gouvernement, les savants, les industriels, le public même s'intéressent à ces oscillations économiques et en discutent les causes et les effets.

Une première secousse se produit en 1900 qui affecte surtout l'Allemagne. L'essor s'était fait sentir dès 1895 et portait notamment sur les chemins de fer d'intérêt local, les tramways, l'industrie de la fonte et de l'électricité, les constructions maritimes. La dépression, que n'ont pu que retarder les nouveaux moyens de production, cartels et trusts, apparaît en 1900, modérée en France et en Angleterre, plus intense en Amérique et en Allemagne et proportionnelle à l'essor. Les industries prospères sont les plus atteintes. La crise de Bourse succède et se prolonge de 1900 à 1903. Les capitalistes durement atteints le sont moins encore que les ouvriers qui ont à lutter à la fois contre la diminution du salaire ou le chômage et l'augmentation du coût de la vie.

La dernière crise contemporaine, la crise de 1907, est essentiellement américaine. Les Etats-Unis avaient encore place, dans leur immense et fertile territoire, pour une nouvelle initiative du développement de toutes les productions, et notamment des chemins de

fer. Le chiffre des émissions se ressent de la recrudescence d'activité, surtout dans les sociétés d'exploitation de chemins de fer, de rails, d'acier, de fonte, d'applications de l'électricité et même du bâtiment. Dans les premiers mois de 1907, les chemins de fer accusent une baisse de recettes assez élevée. Le trust de l'acier s'en ressent aussitôt. L'industrie électrique subit des pertes qui se répercutent sur celle du cuivre. Les suspensions de paiements se succèdent, dans le courant du mois d'octobre, dans une proportion inconnue jusqu'alors. Les valeurs industrielles s'effondrent à la Bourse. Quant à la réduction de salaires et au chômage, les ouvriers de tous les États de l'Union américaine en souffrent cruellement. La France, l'Angleterre, l'Allemagne accusent, elles aussi, un essor en 1905, très net, mais relativement modéré. La crise s'étend jusqu'à elles à la fin de 1907. L'Allemagne est la plus éprouvée des trois. L'Angleterre et la France présentent plutôt une crise de solidarité : chez elles, en effet, le champ d'entreprise s'est rétréci, l'éducation économique est plus avancée et l'équilibre économique mieux assuré.

SECTION II

Les doctrines aux XIX^e et XX^e siècles

Le phénomène des crises de surproduction, se renouvelant ainsi avec une intensité de plus en plus

remarquable et une régularité presque mathématique, ne devait pas manquer de susciter une quantité de nouvelles doctrines, toutes plus ingénieuses les unes que les autres, destinées à l'expliquer, à le conjurer, ou tout au moins à en atténuer les effets désastreux. C'est au milieu d'une mosaïque d'opinions, comme le fait si bien remarquer M. Lescure (1), qu'il nous faut évoluer. Aussi, en présence de la difficulté que nous éprouvons à rattacher toutes ces doctrines, d'une analyse particulièrement difficile, à celles que nous venons d'examiner en détail, avons-nous cru devoir adopter, pour la clarté de cet exposé, la division méthodique et lumineuse de cet auteur. Nous avons donc, comme lui, rangé les théories à examiner succinctement dans les deux catégories suivantes : celles qui s'attachent à l'explication des crises par les troubles de la circulation ; celles qui les expliquent par des phénomènes de production, de consommation ou de répartition.

§ 1. — THÉORIES EXPLIQUANT LES CRISES PAR DES PHÉNOMÈNES DE CIRCULATION.

Pour les partisans de ces premières théories, la crise résulte de l'arrêt de la hausse des prix. Quant à l'explication de cet arrêt de la hausse des prix, c'est dans la théorie quantitative de Ricardo qu'on peut la

1. Lescure, *op. cit.*, p. 431 et sqq.

puiser. L'augmentation du stock métallique du monde amène une hausse des prix. Cette hausse stimule l'esprit d'entreprise. Mais il vient un moment où la production des marchandises se trouve être supérieure à la quantité de monnaie existante et alors les prix baissent, et la crise est ouverte.

Un premier auteur, Schaeffle (1), déduit de la crise de 1857 précédée, comme on sait, d'une augmentation considérable de la quantité d'or en circulation, cette assertion que la hausse n'est que le résultat d'un phénomène monétaire.

Sa théorie, un instant abandonnée, est reprise, après les crises de 1873 en Allemagne, et de 1900, précédées l'une et l'autre d'une augmentation du stock monétaire, par Werner Sombart (2) qui confirme également la relation de cause à effet existant entre l'accroissement du stock monétaire et les crises générales de surproduction.

Cependant les faits eux-mêmes ne semblent pas donner raison à ces auteurs, et, pour un exemple qu'ils citent à l'appui de leur théorie, il en est cent qui la détruisent. D'autre part, il est inexact de prétendre que le prix soit un rapport entre la quantité de

1. Schaeffle. *Zur Lehre von den Handelskrisen*. Revue de Schaeffle, 1858.

2. Werner Sombart. *Versuch einer Systematik der Wirtschaftskrisen*. Archiv, de Braunn, 1904.

marchandises échangeables et la quantité de métal précieux en circulation.

Aussi ces critiques ont-elles amené d'autres auteurs à élargir la théorie quantitative et à considérer comme monnaie, non seulement le métal précieux, mais aussi le billet de banque et la lettre de change.

Le billet de banque émis en excès, ce qui peut faire craindre pour sa convertibilité, aurait pour effet, disent les partisans de cette opinion, par sa dépréciation, de faire naître la crise. Ils citent à l'appui de cette assertion les crises de 1815, 1825, 1836.

Certes, il ne paraît pas discutable, et nous avons insisté sur ce point lors de l'examen des crises citées, que la dépréciation des billets ait grandement influencé les dépressions constatées. Mais les expériences accumulées sont venues mettre également à néant cette opinion. A peine l'act de 1844, posant le principe de la garantie du billet par une encaisse métallique, était-il voté, que survenait la crise de 1847, suivie de beaucoup d'autres. Un économiste anglais, contemporain de l'act de 1844 (1), Tooke, s'est ingénié à réfuter la théorie qui l'avait fait voter, et il y a parfaitement réussi en justifiant qu'il n'y avait aucune connexité entre la hausse des prix et la quantité de billets en circulation.

En présence du peu de résultats heureux présentés

1. Tooke. *History of prices*. London, 1857.

par l'act de 1844 et des crises subséquentes, on en vint rapidement à critiquer le monopole d'émission et à attribuer à son fonctionnement la cause des crises. L'élévation du taux de l'escompte serait alors l'écueil sur lequel se briserait l'essor du commerce. Cette théorie n'a pas davantage survécu à ses auteurs. Elle confondait le monopole d'émission avec le monopole d'escompte et l'escompte avec l'intérêt. En outre, elle attribuait au taux de l'escompte une influence qu'il est loin d'avoir dans la pratique.

Mais la monnaie ne réside pas seulement dans le métal précieux et le billet de banque, elle réside surtout dans la lettre de change, instrument de crédit moderne. Ce serait dans l'exploitation de la lettre de change que, pour d'autres auteurs, Juglar, Block, Colson, Macleod, Wagner, Eberstadt, Oldenberg, Steinberg, Bernhard (1), il faudrait voir la cause des crises. La spéculation, disent-ils, est inévitable lorsque les prix sont bas et l'espoir de profit assez considérable. Cette spéculation ne peut se développer qu'à l'aide du crédit. Mais il arrive fatalement un

1. Juglar, *op. cit.*, p. 27 s., 68 s., 255.; Block. *Les progrès de la science économique depuis A. Smith*, Paris, Guill., 1890, t. II, p. 15 et 16; Colson. *Cours d'économie politique*; Macleod. *Theory of credit*, London, 1897; Wagner. *Grundlegung der politischen Oekonomie*, Leipzig, Winter, 1894; Eberstadt. *Die gegenwärtige krisis*, Berlin, 1902; Oldenberg. *Zur theorie der volkswirtschaftlichen krisen*, Revue de Schmoller, 1903; Steinberg *Die Wirtschaftskrisis*, 1901; Bernhard. *Krachkrisis und arbeiterklasse*, Berlin, librairie du Vorwaerts.

moment où tout cet édifice fragile de crédit tombe. C'est lorsque la hausse a atteint une hauteur telle que le spéculateur à la hausse cesse de trouver plus optimiste que lui.

Mais cette théorie ne paraît pas devoir être plus retenue que les précédentes. Evidemment les abus du crédit et de la spéculation jouent un rôle énorme en temps de crise ; mais ils ne peuvent occasionner que des crises de Bourse, isolées, brèves, sans rapport avec la production et bien différentes des crises de surproduction. En effet, d'une part on trouve bien des crises de Bourse en dehors des crises de surproduction, et, d'autre part, on ne saurait prétendre que la lettre de change provoque la production ou la consommation ; elle ne fait au contraire que constater un échange antérieur qui a ses raisons d'être et son explication dans les lois fondamentales de la production et de la consommation.

§ 2. — THÉORIES EXPLIQUANT LES CRISES PAR DES PHÉNOMÈNES DE PRODUCTION, DE CONSOMMATION, DE RÉPARTITION.

Les auteurs de ces théories se divisent en deux groupes bien distincts ; les uns considérant les crises comme un déséquilibre entre la production et la consommation pouvant se produire dans toute économie à base d'échange ; les autres voyant dans ces mêmes

crises un phénomène inhérent à l'organisation des sociétés capitalistes.

Pour le premier groupe, représenté par J. Garnier, Roscher, A. Clément, Issaïew, Eugen von Philippovich, Jones, Rost, Conrad, Supino et Gide (1), l'explication des crises se ramène à celle du déséquilibre entre la production et la consommation qui occasionne la crise de débouché. Les crises peuvent présenter ainsi des causes infiniment variées. Les unes sont des crises par surproduction motivées par la division du travail, l'ouverture de nouveaux débouchés et la spéculation qui s'ensuit, l'amélioration du machinisme, les barrières douanières, un état pacifique prolongé. Les autres sont des crises par sous-production causées le plus souvent par la guerre, qui, diminuant la production diminue la consommation et par suite fait naître une surproduction, causées encore par les révolutions, les épidémies, les mauvaises récoltes. Les autres sont des crises par sur-consommation causées

1. J. Garnier. *Éléments d'économie politique*, 2^e édition, Paris, Guillaumin, 1848, p. 204 et sqq ; Roscher. *Ansichten der Volkswirtschaft*, Leipzig, 1878 ; A. Clément. Des crises commerciales, *Journ. des économistes*, 1858, t. 17, p. 161 et sqq ; Issaïew. Les principales causes des crises économiques, *Revue d'Économie politique*, 1893, p. 654-692 et 985-1011 ; Eugen von Philippovich. *Grundriss der politischen Oekonomie*, Leipzig, 1899 ; Jones. *Economic crises*, London, 1900 ; Rost. *Ueber das Wesen und die Ursachen unserer heutigen Wirtschaftskrisis* ; Conrad. *Grundriss zum Studium der politischen Oekonomie*, 1905 ; Supino. *Le crisi economica*, Milan, 1907 ; Gide, *op. cit.*, p. 155.

par la nécessité dans laquelle se trouvent parfois les sociétés de satisfaire à un accroissement subit mais temporaire de la demande. Le jour où la demande est satisfaite, le débouché manque et une surproduction s'ensuit. C'est ce qui se produit lors de l'ouverture à la civilisation de pays neufs ou de nouvelles colonies. D'autres enfin peuvent résulter, non d'une diminution de production ou de consommation, mais d'un changement de direction de l'une ou de l'autre. Dans la production, l'erreur de direction résultera de ce que l'augmentation de revenu n'est pas allée à la classe à laquelle on croyait devoir l'attribuer. Dans la consommation, l'erreur de direction sera motivée par la mode, la guerre, l'arrivée de la paix, l'épargne du revenu et sa transformation en capital circulant puis en capital fixe.

L'expérience, disent ces mêmes auteurs, fournit la justification de leurs théories. Ainsi la crise de 1814-1815 serait due à l'arrivée de la paix après les longues guerres du premier Empire; celle de 1825-1826, à l'ouverture de nouveaux débouchés et à la spéculation qui s'ensuivit; celle de 1839 en Amérique, à une trop longue paix; celle de 1847, à de mauvaises récoltes et à une épargne du revenu; celle de 1857, à la découverte de mines d'or; celle de 1866, à de mauvaises récoltes et à la spéculation; celle de 1873 à un accroissement subit et temporaire de la demande; celles de 1882, 1893 et 1900, à la spéculation.

Il est certain que les conclusions tirées des événements par ces théoriciens sont en partie exactes. Mais elles sont certainement incomplètes. Malgré la multiplicité des causes énumérées, il est des crises que ces causes n'expliquent pas. Ce qu'il aurait fallu démontrer, c'est la simultanéité constante de l'apparition des guerres, des mauvaises récoltes, etc., et des crises de surproduction. Or, c'est ce qu'on ne démontre pas. Les mauvaises récoltes de 1889 n'ont amené aucune crise, de même que la guerre russo-japonaise. La crise de 1900 en Allemagne ne tient à aucune des causes énumérées par cette pléiade d'auteurs. D'autre part, ils ont omis d'expliquer pourquoi et comment les économies modernes se développent par l'alternative d'essor et de dépression. Enfin ils ne se sont pas rendu compte de ce fait important que l'apparition des crises est contemporaine de l'avènement du capitalisme.

Aussi de nombreux autres économistes frappés des critiques que soulevaient ces explications incomplètes des crises, voulurent-ils voir en elles un phénomène spécifique des économies capitalistes. Nous retrouverons parmi eux les premiers théoriciens des crises que nous avons étudiés précédemment, et les théories de Malthus, de Sismondi, de J.-B. Say, de Ricardo, seront, comme nous le verrons, à la base de toutes ces doctrines modernes qui acheminent petit à petit vers une explication de plus en plus précise

et de plus en plus satisfaisante des surproductions.

Les uns s'attachent à l'idée d'anarchie et de fièvre de la production dans une société dont le but économique réside dans le profit. Ils font application de la loi de la baisse tendancielle du profit formulée pour la première fois par Ricardo. Cet auteur avait prétendu, comme nous le savons, que, dans une société où la loi de la rente empêche la réalisation du profit, les surproductions sont inévitables. Mais l'expérience était venue démontrer, dans le cours du xix^e siècle, que le jeu de la loi de la rente ne s'était jamais fait sentir, et que même il semblait qu'on ne puisse envisager l'époque où il se constaterait; alors que, dans le même laps de temps, de nombreuses crises forçaient l'attention de tous les économistes.

Aussi H. George (1) songea-t-il à modifier la doctrine de Ricardo et substitua-t-il, au jeu de la rente foncière agricole, celui de la rente foncière urbaine et de la rente foncière minière. Il opposa l'ouvrier et l'entrepreneur au propriétaire foncier et essaya de prouver que le jeu de la loi de la rente devait, en réduisant progressivement le taux du profit, produire un arrêt général de la production.

Cette théorie est également démentie par les faits. La période de hausse comporte aussi bien pour l'ouvrier que pour le capitaliste une augmentation de re-

1. H. George. *Progrès et pauvreté*. Paris, Guillaumin 1887.

venus. D'autre part, ce jeu de la loi de la rente ne saurait influencer que quelques industries, bâtiment et construction, et les autres industries, notamment les industries minière et métallurgique, ne sauraient être rangées sous l'application de cette loi.

D'autres auteurs, cessant de vouloir trouver l'origine des crises dans les lois de la production, la cherchent dans les phénomènes de consommation et de répartition. Réfutant les conclusions de J.-B. Say, ils se rallient aux théories de Malthus et de Sismondi, et entendent justifier, comme eux, qu'une production peut être épargne au lieu d'être consommation ; qu'ensuite la consommation dépend du pouvoir ou du besoin de consommer une quantité égale à la production. Ils fondent ainsi l'origine des crises dans l'excès d'épargne, ou sous-consommation capitaliste, et dans les sous-consommations capitaliste et ouvrière. Pour Malthus, l'excès d'épargne peut amener une surproduction, et cet excès d'épargne se produit le jour où le profit est assez bas pour que le capitaliste n'ait plus intérêt à faire valoir ses capitaux dans la production. Pour Sismondi, la crise résulte également de l'excès d'épargne, et surtout de la réduction, par le salariat, du pouvoir de consommer des classes ouvrières, alors que la production par la machine a pour effet d'accroître beaucoup le stock des richesses consommables. Proudhon, Louis Blanc, Rodbertus, Marx, Dürhing, Herkner, Hertka,

Brentano, Vialles, May, Karmin, Bouniatian ont repris ces théories en les développant et en corrigeant ce qu'elles avaient d'excessif et d'inexact (1).

On objectait à Sismondi, Proudhon, Kirchmann, que les crises de surproduction étaient précédées d'une augmentation du taux des salaires et qu'ainsi la sous-consommation ouvrière avait peine à se comprendre. Rodbertus répond, dans ses lettres à Kirchmann, que ce fait est exact, mais que ce qu'il importe de considérer, c'est, non pas le taux du salaire, mais la part du salaire dans le produit total. Qu'ainsi il est indiscutable que, dans une période de hausse, si les salaires présentent une augmentation, cette augmentation n'est pas proportionnelle à l'augmentation de la production destinée à la consommation. Les salaires, selon lui, haussent effectivement, mais ils ne haussent pas assez et la surproduction demeure fatale.

1. Proudhon. *Œuvres complètes*, Paris, Marpon et Flammarion ; Louis Blanc. *L'Organisation du travail*, Paris, *Nouveau monde*, 1850, p. 58 et sqq. ; Rodbertus. *Le Capital*. Paris, Giard, 1901 ; Marx. *Le Capital. tr. fr.*, Giard et Brière, 1901, t. III, p. 225 et 226 ; Dürhing. *Cursus der National und Socialoeconomie*, Berlin, Grieben, 1873 ; Hertka. *Die Gesetze der sozialen Entwicklung*, Leipzig, Duncker, 1886 ; Herkner. *Die soziale Reform als Gebot des wirtschaftlichen Fortschritts*. Leipzig, Duncker, 1891 ; Brentano. *Die Arbeiter und die Produktionskrisen*, Revue de Schmoller, 1878 ; Vialles. *La consommation et les crises économiques*, Thèse, 1902 ; May. *Das Grundgesetz der Wirtschaftskrisen und ihre Vorbeugsmittel im Zeitalter des Monopols*, Berlin, Dümmler, 1902 ; Bouniatian. *Wirtschaftskrisen und Ueberkapitalisation*, München, Reinhardt, 1908.

Et MM. May et Bouniatian justifient de ce manque de proportionnalité entre la hausse des prix et la hausse des salaires.

Mais, même amendées par les corrections de Rodbertus, May et Bouniatian, les doctrines de Malthus et de Sismondi comportent une erreur initiale que nous avons déjà examinée (1). Un équilibre entre la production et la consommation est possible, et MM. Tugan Baranowsky et Bourguin (2) l'ont prouvé, même dans une économie où il existe un profit, et où une partie du revenu est consommée, l'autre épargnée ; même si la consommation des classes pauvres diminue, car il suffit que les classes riches consomment davantage ou bien emploient une quantité plus forte de leur épargne en achats de moyens de production. Des erreurs de grandeur ou de direction sont possibles et même fatales, mais, en théorie pure, la surproduction n'est pas possible. L'objection de Sismondi que justement les capitalistes, loin d'augmenter leur consommation, augmentent leur épargne reproductive, ce qui occasionnerait la surproduction, se heurte à cet axiome économique indiscutable que les besoins sont illimités en nombre, et que, par suite, si le capitaliste juge bon d'épargner au lieu de consommer, c'est parce qu'il y trouve un

1. Cf. p. 56 et sqq.

2. Tugan Baranowsky, *op. cit.*, p. 194 ; Bourguin, *op. cit.*, p. 320.

profit. Et cette existence indéniable du profit dans les sociétés capitalistes constitue une négation certaine des surproductions chroniques auxquelles aboutissent les auteurs qui se rallient à la doctrine de Sismondi.

Marx vient alors corriger à nouveau la théorie de la sous-consommation en y associant, dans son explication des crises, la loi tendancielle de la baisse des profits. La crise serait ainsi un antidote à la baisse continue du profit. Le développement de l'outillage occasionnant, dans les sociétés capitalistes, une diminution du nombre d'ouvriers, amène par suite une diminution du profit, étant entendu dans le langage marxiste que ce profit ou cette plus-value consiste dans la partie du travail non payé à l'ouvrier et qui revient au capitaliste. Ainsi le taux du profit diminue avec la diminution du capital et du profit. Mais cette baisse du taux du profit n'est pas continue parce qu'elle se heurte à la crise qui est un effort des sociétés capitalistes pour se soustraire aux contradictions au milieu desquelles elles évoluent. La baisse du profit fait naître par réaction une fièvre de production qui aboutit à une surproduction. Au cours de la crise, ceux dont le profit est le plus faible disparaissent ; ceux dont le profit est plus élevé restreignent leurs frais de production, et la plus-value augmente pour procréer un nouvel essor qui dans la suite se résoudra en dépression.

Cette théorie ne doit pas davantage être retenue. En fait, la crise de surproduction n'est nullement précédée d'une diminution du taux du profit ; au contraire. Pas plus que la dépression n'est l'indice d'une augmentation au taux du profit. En théorie, de l'accroissement de la productivité du travail naît une plus-value qui vient neutraliser la diminution de la plus-value ouvrière. Avec la productivité croissante de l'outillage moderne, dit M. Tugan Baranowsky, la part de chacun des co-partageants, capital et travail, s'accroît.

Ce dernier présente alors à son tour une nouvelle doctrine qu'il prétend tirer du livre de Marx, *Le Capital*. Il commence par reprendre une idée soutenue pour la première fois par J.-B. Say, et adoptée ensuite par Louis Blanc, Herkner, Lexis, Brentano, Marx, Engels, Hyndmann : celle de la complexité de l'équilibre économique dans une société capitaliste. Puis il ajoute à cette idée celle de l'importance de la production des moyens de production comme principe et facteur nouveau de cet équilibre. C'est dans ces conditions d'équilibre complexe et la rupture de cet équilibre que la nouvelle école cherche la cause des crises économiques (1). Elle part de la critique de

1. Tugan Baranowsky, *op. cit.* ; Spiethoff, *Vorbemerkungen zu einer Theorie der Ueberproduktion et Die krisentheorien von Tugan Baranowsky und Pohle*, Revue de Schmoller, 1902 et 1903 ; Eulenburg, *Die gegenwaertige Wirtschaftskrise*, Revue de Conrad, 1903 ; Polhe.

la théorie de J.-B. Say de l'équilibre nécessaire entre la production et la consommation, critique présentée notamment par un partisan des surproductions générales, M. Aftalion (1). Ce dernier, posant le problème de la surproduction sur le terrain de la valeur, démontre que l'équilibre économique est plus complexe que l'achat des produits par les produits. L'échange dépend aussi, dit-il, des besoins, et la valeur est mesurée par l'intensité du dernier besoin satisfait. Par suite, la surproduction qui résulte d'une baisse de la valeur des produits peut être parfaitement générale si la production s'est par trop accrue ou si elle s'adresse à un besoin moins intense.

Mais la théorie de Say, corrigée par celle de la surproduction généralisée, nous semble préférable. La surproduction n'est pas seulement une baisse de valeurs, c'est une rupture de l'équilibre économique, caractérisée par des pertes dans les échanges ou l'existence de produits invendables. Or, si la valeur des produits baissait également, cette rupture de l'équilibre économique ne pourrait se produire. La valeur étant un rapport et un rapport d'échange, il ne peut y avoir rupture dans les échanges que dans la mesure où la baisse de valeur d'un produit est pro-

Bevoelkerungsbewerung, Kapitalbildung, und periodische Wirtschaftskrisen, Goettingen, Vandenhoeck, 1902 ; Schmoller, *op. cit.* ; Lexis. *Les crises économiques*, Inst. int. de statistique, 1909.

1. Aftalion, *op. cit.*

portionnellement plus considérable que celle d'autres produits. Mais alors s'il y a crise, ce ne peut être qu'une crise partielle. Elle tient à une baisse particulièrement forte des valeurs dans une branche de production. Cependant, par solidarité, cette crise se répercutera sur toutes les branches de production ou à peu près. Elle se répercutera sur les fournisseurs de matières premières comme sur les industries à qui l'industrie surproductrice achetait après avoir vendu sa production. La crise n'est pas générale, mais elle est généralisée ; elle naît dans une branche donnée de production et elle se répercute peu à peu sur les autres.

Toutefois M. Aftalion a eu le grand mérite de poser le problème de la surproduction sur le terrain de la valeur. C'est en effet dans la rupture d'équilibre des valeurs créées qu'il faut chercher l'origine et l'explication des crises, et cet équilibre est plus complexe que l'équilibre des quantités produites ou que l'intensité des besoins, car il dépend aussi du coût de production.

Pour MM. Tugan Baranowsky, Spiethoff, Pohle, Eulenburg, Schmoller, auxquels nous revenons, la rupture de l'équilibre économique tient au rôle joué par l'épargne dans nos sociétés modernes. La crise est le résultat d'une insuffisance de capital prêt à s'employer dans l'industrie et en moyens de production. Ce capital provient de l'épargne accumulée

pendant la période de dépression qui alimente ensuite, pendant la période d'essor, l'œuvre de la production jusqu'au moment où elle devient insuffisante. M. Spiethoff ajoute à la théorie de Marx sur l'usure décennale du capital fixe l'idée de l'importance de la demande temporaire occasionnée par une nouvelle invention ou de l'ouverture d'un débouché extérieur et à laquelle répond une offre permanente. M. Pohle essaie de trouver un élément d'anarchie économique dans la croissance de la population et les conséquences qu'elle entraîne au point de vue de la production sociale. La société doit produire par avance, dit-il, le capital indispensable à l'utilisation des nouvelles forces productives créées, et l'existence de ces moyens de production, à un moment donné, serait en excès par rapport au besoin présent.

L'idée intéressante qui se fait jour dans ces théories récentes, c'est celle du développement des économies capitalistes par alternative d'essor et de dépression, provenant de la production irrégulière des moyens de production, qui résulte elle-même du flux et du reflux alternatifs de l'épargne vers l'industrie et le commerce. Mais ce que ces théories n'expliquent pas, c'est pourquoi l'épargne afflue ainsi périodiquement vers le commerce et l'industrie. Ce manque de précision provient chez ces auteurs de ce qu'ils ont trop fait abstraction de la consommation dans leurs explications des crises.

M. Aftalion, pénétré de l'importance de cette dernière critique, songe alors à ramener la crise à un déséquilibre entre la production et les besoins. Ce déséquilibre, avant de se produire, doit nécessairement être précédé, dans une société capitaliste, par un essor plus ou moins intense de l'industrie des moyens de production. A l'origine de toute période d'essor, on peut constater une insuffisance de la production par rapport aux besoins. Pour réparer cette insuffisance, la société doit créer des moyens de production ; mais, lors de la mise en activité de ces nouveaux moyens de production, on constate une surproduction. Tous les cinq ans on assiste à une insuffisance des capitaux et à une extension des besoins, et, lorsque ces besoins sont satisfaits, une crise survient.

Pour admettre cette théorie très ingénieuse, il faudrait supposer que la baisse des valeurs se fait sentir d'abord sur les objets de consommation, ce qui est inexact. Dans ce cas, il est permis de se demander si le manque de proportionnalité entre la hausse du prix des objets de consommation et du coût de production ne constitue pas la cause réelle de la crise. C'est ce que prétend M. Lescure qui base sa théorie des crises de surproduction sur les variations du taux du profit.

D'après cet auteur, la hausse du prix des moyens de production tend à être plus considérable que celle

des produits qu'ils servent à créer et à vendre, parce que la demande en est plus intense que celle de tous les autres produits. Sans doute les profits de ces industries s'emploieront en demandes portées sur le marché, mais ces demandes se répartiront sur une multitude de produits, dont l'élévation du coût sera par suite moins forte que celle des moyens de production. Le coût de production tend donc, dans une société capitaliste, à s'élever plus rapidement que l'intensité du besoin d'objets de consommation et que le prix de vente des produits. D'un autre côté, avec l'augmentation de la production, l'intensité du besoin satisfait décroît. Il arrive ainsi fatalement un moment où, en vertu même du jeu de la loi de la valeur, l'équilibre se rompt ; et cette rupture d'équilibre est la cause des crises. C'est ainsi, et comme preuve de cette argumentation, que l'industrie des moyens de production, après avoir été à la tête de l'essor, est à la tête de la crise. La crise éclate dans la branche de production qui a donné le signal de l'essor, et se répercute par solidarité dans toutes les autres branches de production. Mais, avec la baisse des prix qui en résulte, la consommation tend à s'accroître, et c'est ainsi que la baisse des prix contient en elle les germes d'une reprise ; et cette reprise aura lieu le jour où la baisse des prix sera assez forte pour que le coût de production permette d'entreprendre avec espoir de profit.

Cette explication des crises est la plus en harmo-

nie avec les faits, et notamment avec la hausse générale des prix de la période d'essor, avec le fait que la baisse des prix commence par atteindre l'industrie des moyens de production. En résumé, la crise éclate dès que l'épargne cesse de se transformer en moyens de production, ce qui arrive lorsque la possibilité de profit a disparu ou s'est restreinte (1).

Tel est actuellement le dernier mot de la science, basé sur les dernières leçons de l'expérience et l'étude des critiques soulevées par l'insuffisance d'explications des théories que nous venons de parcourir rapidement.

1. Lescure, *op. cit.*, p. 505 et sqq.

CONCLUSION

De cette courte étude, deux conclusions peuvent être tirées. Tout d'abord, et en ce qui concerne l'historique même des crises, une impression très nette se dégage, celle de l'utilité des études économiques. Ce sont elles qui nous ont permis, par des déductions de plus en plus approfondies, de découvrir d'une façon précise et certaine les causes d'un phénomène des plus délicats parmi ceux dont s'occupe la science économique. Nous savons désormais le pourquoi des crises de surproduction, leurs diverses causes, leur caractère de nécessité sociale, les raisons de leur développement dans les sociétés progressives. Nous n'ignorons plus rien de leur évolution et de leurs conséquences sur la vie des peuples civilisés. Nous pouvons même, guidés par les travaux des derniers théoriciens, démêler, dans une mesure assez déterminée, ce que l'avenir contient relativement à ce phénomène, c'est-à-dire les lois de son développement, la durée des essors et des dépressions qui le caractérisent, ses chances de reproduction, ses alternatives de gravité et de modération, ses

déplacements de centre d'activité. Nous pouvons par là atténuer dans une certaine mesure, grâce aux dispositions qu'ils nous ont indiquées, les inconvénients qu'il présente.

C'est ensuite, et au point de vue qui nous occupe particulièrement, un certain sentiment d'admiration pour les économistes dont nous avons étudié en détail les doctrines : Malthus, Sismondi, Say et ses disciples, Ricardo, Dunoyer. Certes, des remaniements profonds ont dû être faits à leurs théories, mais nous aurions bien mauvaise grâce à nous appesantir sur les erreurs qu'ils ont commises. Ces erreurs étaient excusables si l'on veut songer à la difficulté que présentait pour eux l'observation d'un phénomène inconnu de leurs prédécesseurs et encore trop peu développé et trop peu caractérisé, au moment où ils écrivaient, pour donner prise à une explication pleinement satisfaisante et nettement scientifique.

Mais ce qu'il nous est permis d'admirer sans réserve, aussi bien chez ceux dont nous avons critiqué les conclusions que chez ceux qui nous ont semblé posséder la vérité, c'est l'analyse pénétrante qu'ils ont faite d'un phénomène complexe et délicat, leur habileté à en démêler les causes et les effets; c'est la hardiesse de leurs théories à l'enfance de la science qu'ils professaient; c'est surtout leur grand souci d'être utiles à leurs contemporains et à la postérité, souci qu'ils affirment à chaque instant dans leurs œu-

vres et qui se révèle si bien dans le soin particulier avec lequel ils recherchent les remèdes propres à conjurer les maux dont ils sont les témoins clairvoyants.

L'avenir devait d'ailleurs justifier du grand intérêt que présentaient les découvertes qu'ils avaient faites dans cet ordre d'idées. La nouvelle doctrine des crises, considérée, au moment où nous écrivons, comme la plus rationnelle et la plus satisfaisante, celle de la surproduction généralisée, trouve son fondement dans la contribution apportée par ces écrivains à l'étude de ce phénomène. Au moment même où le capitalisme naissant se levait comme régime économique nouveau, ces habiles économistes voyaient en lui la cause primordiale des crises. Ils pouvaient, dès cette époque, distinguer les crises de surproduction des crises isolées de change, de Bourse, de tel ou tel commerce en particulier. Remontant de la constatation des faits à la recherche des lois, ils en arrivaient bientôt à établir ou à accepter cette fameuse loi des débouchés qui leur permettait d'éviter l'écueil sur lequel sont tombés plus tard ceux qui ont voulu voir la cause des crises dans des phénomènes de circulation.

Leurs dissentiments mêmes ont été utiles aux travaux de leurs successeurs en ce sens qu'ils ont permis le développement parallèle de théories contraires qui, se corrigeant, s'amendant avec le temps, ont fini par s'amalgamer pour former la théorie si ingénieuse de

la surproduction généralisée. Ne l'oublions pas, cette théorie n'est qu'une heureuse transaction entre la rigueur de la doctrine de J.-B. Say, le plus dogmatique et le plus clairvoyant de tous, et les contradictions de Malthus et de Sismondi, moins profonds peut-être mais plus humains, et qui ont puisé dans l'étude des faits, des souffrances occasionnées par les crises surtout, des idées qui ne pouvaient trouver place dans la belle ordonnance de la doctrine de Say, mais que les doctrines socialistes devaient faire leurs avec le plus grand enthousiasme.

Ces efforts des premiers théoriciens des crises, couronnés par un tel succès : la mise au point d'une théorie des plus difficiles et des importantes de l'économie politique, justifieront, pensons-nous, le choix de ce sujet d'histoire des doctrines et l'intention que nous avons eue d'intéresser le lecteur à des discussions vieilles d'un siècle, à des opinions du passé mais dont le présent est encore plein.

Vu : le Président de la thèse

DESCHAMPS

Vu le Doyen,
P. CAUVÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice Recteur de l'Académie

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION. — Définition et aperçu d'une crise de surproduction	9
CHAPITRE I. — Les crises de 1800 à 1830	16
CHAPITRE II. — ² Doctrines soutenant la possibilité des surproductions générales	24
<i>Section I.</i> — Les écoles en présence	24
<i>Section II.</i> — La doctrine de Malthus.	28
§ 1. — Justification des surproductions géné- rales.	28
§ 2. — Causes des crises	31
§ 3. — Remèdes aux crises	36
§ 4. — Appréciation critique de la théorie de Malthus	40
<i>Section III.</i> — La doctrine de ² Sismondi	45
§ 1. — Justification de la possibilité des surpro- ductions générales	45
§ 2. — Causes des crises	48
§ 3. — Remèdes aux crises	53
§ 4. — Appréciation critique de la théorie de Sis- mondi	56
CHAPITRE III. — Doctrines déniaut la possibilité des surproductions générales	61
<i>Section I.</i> — La doctrine de J.-B. Say.	61
§ 1. — Impossibilité des surproductions généra- les; les surproductions partielles seules peu- vent exister	61

§ 2. — Causes des surproductions partielles. . .	65
§ 3. — Remèdes aux crises.	68
§ 4. — Appréciation critique de la théorie de Say. . .	73
<i>Section II.</i> — Les disciples de J.-B. Say.	76
§ 1. — Ricardo	76
§ 2. — Destutt de Tracy	80
§ 3. — Mac Culloch.	81
§ 4. — Senior	83
§ 5. — Rossi	83
§ 6. — Dunoyer	87
§ 7. — John Stuart Mill	94
§ 8. — Michel Chevalier	96
CHAPITRE IV. — L'évolution des crises et des doctrines jusqu'à la période contemporaine.	97
<i>Section I.</i> — Les crises de 1830 à 1907	97
§ 1. — Crises de 1836, 1839, 1847	97
§ 2. — Les crises dans la seconde moitié du xix ^e siècle.	98
§ 3. — Les crises au xx ^e siècle	103
<i>Section II.</i> — Les doctrines aux xix ^e et xx ^e siècles. . .	104
§ 1. — Théories expliquant les crises par des phé- nomènes de circulation.	105
§ 2. — Théories expliquant les crises par des phénomènes de production, de consomma- tion, de répartition.	109
CONCLUSION	125

